

ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

N° 1 – 15 mars 2024



LISTE DES ADRESSES

Le numéro 1	3
Adresse inaugu@le pour une revue	5
<u>ADRESSE 7</u>	
Sept conclusions pour un 24 février	7
<u>Vitalyi Dudin</u>	
<u>ADRESSE 8</u>	
Manifeste « Monde durable : notre vision »	9
<u>Collectif</u>	
<u>ADRESSE 9</u>	
Sept réalités	26
<u>Alex Gourevitch</u>	
<u>ADRESSE 10</u>	
Droits des femmes, contradictions de classe, fondamentalisme islamique et erreurs de la gauche	34
<u>Frieda Afary</u>	
<u>ADRESSE 11</u>	
La rébellion iranienne, le rôle de la Russie et la responsabilité des intellectuels	39
<u>Frieda Afary</u>	
<u>ADRESSE 12</u>	
L'ascension de la Chine comme puissance mondiale	46
<u>Entretien avec Au Loon Yu</u>	
ON EN PARLAIT DÉJÀ HIER	
<u>ADRESSE 13</u>	
Pour une « laïcité nationale »	55
<u>Otto Bauer</u>	

Le numéro 1

L'élaboration d'un sommaire pour le premier numéro d'une revue est toujours délicat et difficile. La tendance naturelle serait de le surcharger pour être bien sûr de se faire comprendre. Nous éviterons cet écueil en pensant déjà qu'un numéro suivant pourra recueillir des articles importants qui poursuivront notre recherche et notre réflexion collective.

Dans une période de grands bouleversements politiques comme idéologiques, le monde unipolaire explosant en une multipolarité impérialiste où s'affirment des régimes de plus en plus autoritaires, un appel à retrouver la voie de la réflexion politique et de la solidarité nous a sortis de la torpeur politique ou plus exactement d'une pratique narrative répétitive, les ritournelles forcément agressives remplaçant l'analyse objective et la collaboration avec des militants et des militantes d'autres pays et d'autres traditions politiques.

Cet appel «Pour une gauche démocratique et internationaliste» ouvre la revue et cadre donc son contenu.

Son sens politique est immédiatement mis à l'épreuve dans les deux articles sur les principaux conflits en éruption, la guerre russe en Ukraine et l'occupation israélienne sanglante de Gaza. Les auteurs, Vitaliy Dudyk et Alex Gourevitch, sont des chercheurs mais aussi des acteurs politiques. Tous deux réfutent la thèse qu'une analyse politique se résumerait à choisir un camp. La lutte pour la paix et l'émancipation est toujours complexe lorsque les forces politiques dirigeantes ont des intérêts qui divergent *in fine* de ceux de la majorité des populations.

Depuis un certain temps, dans le cadre multipolaire où dominent les impérialismes américains et chinois, la Chine apparaît moins sur le devant de la scène même si son influence est perceptible dans les relations internationales et les conflits.

Dans quelle situation se trouve la Chine aujourd'hui? Quels sont ses difficultés économiques, ses contradictions politiques et les objectifs du clan qui la dirige? Dans l'escalade possible des conflits actuels son rôle est capital. Ainsi, par exemple, de sa décision d'envahir ou non Taïwan dépend leur transformation en guerre mondiale.

Depuis plus de quinze ans, l'Iran des mollahs est secoué par des mouvements populaires de masse qui affrontent la dictature. Aujourd'hui, «Femme, vie, liberté» se poursuit encore dans la difficulté d'un régime policier et l'écheveau complexe tissé par les interventions impérialistes iraniennes dépassant aujourd'hui le cadre régional. L'interview en deux parties réalisée par *Commons* de Frieda Afary revient sur la «révolution des mollahs» et pointe l'aveuglement de certaines organisations révolutionnaires qui, axées uniquement sur la lutte contre l'impérialisme américain, n'ont pas évalué la dangerosité de la politique du fondamentalisme religieux, ici sous sa forme du chiisme radical. Campisme toujours.

Cet aveuglement est au cœur des reportages de Michel Foucault qui suivait les événements pour le *Corriere Della Sierra*. Il inventa même la notion de «spiritualité politique». Plus tard, il reviendra sur ces positions, mais à s'allier avec le diable on se retrouve en enfer! Cette analyse de l'histoire de l'Iran trouve directement des correspondances dans les alliances et les débats actuels.

«Femme, vie, liberté» interroge aussi certaines formes de féminisme, d'analyses politiques. La dictature iranienne et ses fondements religieux se retrouvent au centre des relations interimpérialistes. Il ne suffit pas de survoler tous les problèmes évoqués. Il faut les affronter.

Préparé depuis plus d'un an, réfléchi collectivement avant d'être signé par des

intellectuels, artistes et blogueurs russes, le Manifeste «Monde durable: notre vision» vient d'être publié sur le site *Platforma* en russe, en anglais et en ukrainien. Les signataires s'engagent résolument pour la paix en Ukraine, le retrait des troupes russes et disent clairement que rien ne sera possible sans un accord avec la société civile ukrainienne. Rien ne sera possible avec le régime de Poutine. Ils engagent une réflexion radicale sur la construction de la démocratie en Russie. C'est une invitation à la réflexion, à la réconciliation et à la coopération. Nous suivrons pas à pas l'évolution des discussions générées par ce texte.

La cohérence de la revue, à travers la diversité des situations étudiées, porte sur le refus des réflexes pavloviens qui consistent, non à réfléchir, mais à choisir «son camp». Affronter les contradictions, la complexité des relations de classe, de l'ensemble des rapports sociaux, des relations interimpérialistes n'est pas affaire de conviction ou de foi.

La rubrique «On en parlait déjà hier» abordera grâce à Otto Bauer la question des nationalités et du territoire dans l'empire austro-hongrois. Cette question ne se pose plus directement aujourd'hui en Mittleuropa mais bien au Moyen-Orient.

Bonne lecture.



[Pour télécharger le numéro 00, cliquer ici](#)

AVERTISSEMENT

Cette revue en devenir n'a pas (encore) de comité de rédaction. Vous ne trouverez donc pas les noms des un-es et des autres, en particulier pour éviter que l'attention ne se porte prioritairement sur les noms et/ou sur les parcours passés. C'est à travers le projet évoqué dans l'«adresse inaugurale» et sur le choix des six articles publiés dans cette esquisse que nous souhaitons nous présenter. En effet, si la résurgence des campismes conduit la pensée émancipatrice dans une impasse, celle-ci est à un carrefour et il ne faudrait pas que les panneaux de signalisation qui n'indiquent que les trajets déjà parcourus nous empêchent de trouver les chemins à explorer et à emprunter ensemble.

Pour nous écrire : Adresses.la.revue@gmail.com

Adresse inaugu@le pour une revue

C'était il y a longtemps

Les tambours de guerre du FNL vietnamien annonçaient une incroyable nouvelle : les envahisseurs n'étaient pas invincibles. Partout, ou presque, les campus s'enflammaient, l'insubordination ouvrière se répandait comme une traînée de poudre, le vieux monde était bousculé, Paris, Mexico, Berlin, Berkeley, Turin et Prague ne faisaient plus qu'un.

La jeunesse, celle des facs et celle des usines, secouait la vieille société, les hiérarchies, les pouvoirs de droit divin, la propriété inaliénable, le patriarcat, les bureaucraties prédatrices et liberticides. Les murs prenaient la parole et les barricades ouvraient des voies insoupçonnées.

Désordre climatique dans le monde de Yalta, le cycle des saisons en fut perturbé. Le printemps fut tchécoslovaque et, en France, Mai dura jusqu'en juin. En Italie, Mai fut rampant et l'automne chaud. Dans les années qui suivirent, tout avait semblé possible à Santiago et à Lisbonne qui s'était couvert d'œillets.

Le fond de l'air était rouge et le souffle long de la révolution mit à mal la propriété privée des moyens de production, la morale établie, les rapports sociaux sexués, les divisions ethniques et les partis uniques. Il y eut de la contestation et de la subversion, des grèves et des conseils ouvriers, des expropriations et de l'autogestion, des livrets militaires brûlés, des batailles pour les droits civiques, des combats pour l'égalité et la libération des femmes, l'émergence nouvelle de l'écologie et, à une échelle inconnue jusque-là, d'un raz-de-marée féministe. Les libertés inabouties ou trahies étaient à portée de main et la chienlit éclaboussait les pères fouettards et les gardes-chiourmes.

Le monde pouvait changer de base : il apparaissait désormais possible de se

réapproprier le contrôle des mécanismes de la vie en société. La démocratie pouvait être sans bornes et ne plus s'arrêter ni à la porte des entreprises ni aux frontières pas plus que dans les quartiers et les relations entre les peuples.

C'est aujourd'hui

Le monde a changé. Le printemps fut brisé à Prague et à Santiago, étouffé à Lisbonne. Un silence de mort est retombé sur la place Tiananmen. Mais le Mur de la prison «soviétique» s'est effondré libérant à la fois un espace pour la liberté et un continent entier aux prédateurs. L'emprise des multinationales sur le monde ne connaît plus guère de limites. Les impérialismes ont désormais de nombreux visages. De même que la barbarie. La planète brûle des prédatrices que la civilisation capitaliste lui inflige. Le monde est lourd du péril de la guerre de tous contre tous. Le fond de l'air est sombre, parfois même brun. Les fascismes du 21^e siècle ne portent pas que des chemises noires.

Demain est pourtant déjà commencé

Cela fait plus d'un demi-siècle que d'aucuns avaient annoncé que la «civilisation était à un carrefour». Il fallait choisir un itinéraire qui passait par des politiques démocratiques qui mettent au service du plus grand nombre ce que permettaient les progrès sociaux, culturels, scientifiques, technologiques et humains. Les chars russes, ceux qui pensaient que le bilan était «globalement positif», ceux qui se sont adaptés et accommodés et bien sûr ceux qui étaient partisans de la liberté du renard dans le poulailler en ont décidé autrement.

La civilisation est désormais au bord du gouffre: les forces du capital, celles des impérialismes et des sous-impérialismes, celles des barbaries et celles des fascismes sont à l'offensive sur la planète. Une planète qui brûle.

Quant aux forces émancipatrices, elles ont souvent fait, en partie, ce qu'elles ont pu mais elles se sont également souvent égarées dans diverses impasses dont les noms figurent sur les cartes comme autant d'obstacles à éviter: «campisme», «avant-gardisme», «substitutisme», «étatisme», «sectarisme», «autoritarisme», «relativisme» et bien d'autres encore.

Alors oui, il faut en sortir. D'où l'idée d'une revue

Une de plus, direz-vous. C'est vrai. Cependant son titre se veut un clin d'œil à l'Association internationale des travailleurs de Marx et Bakounine et un appel à la mise en place d'un outil international et internationaliste de réflexion, de partage et d'échanges.

Le projet que vous avez sous les yeux passait dans divers tiroirs. Il attendait un déclic. Celui-ci est venu d'outre-Atlantique avec le texte «Pour une gauche démocratique et internationaliste» rédigé par Ben Gidley, Daniel Mang et Daniel Randall, que nous avons été plusieurs à signer en répondant ainsi à leur appel et que nous avons publié dans le numéro 00. C'est un texte qui met les pieds dans le plat et qui appelle au renouvellement des pratiques et des idées afin de rester fidèles à ce pour quoi nous combattons depuis des décennies: nous sommes attachés à une vision et à une pratique révolutionnaire où la démocratie, l'auto-organisation, l'autogouvernement - sous toutes leurs formes - sont au cœur du projet. Non la démocratie comme abstraction mais la démocratie comme objectif. Non l'internationalisme comme abstraction mais l'internationalisme comme pratique.

L'ambition est claire: faire renaître la capacité à discuter et à élaborer ensemble pour que s'ouvre - à la lumière de nos expériences multiples qui se sont souvent frottées les unes aux autres - une large discussion pour faire de la révolution une utopie concrète, pour permettre des synthèses, pour conserver et transmettre la mémoire des luttes, des

expériences, des révolutions, pour contribuer à la socialisation des opprimé·es et des exploité·es.

Alors oui, une revue mondiale qui mette en place les conditions d'un échange mondial et qui donne accès «au plus grand nombre» à l'archipel des articles et des textes participant de cette recherche d'une issue à la crise du projet émancipateur.

Une revue pour explorer l'internationalisme et la démocratie

Sa «base politique» sera articulée autour des thématiques suivantes: émancipation du travail, autogouvernement, autodétermination, autogestion, auto-organisation, féminisme et genre, révolution, renversement/dépassement du capitalisme, alternatives, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, démocratie socialiste, reconversion industrielle pour une production socialement utile et écologiquement soutenable, refus du campisme et lutte contre tous les impérialismes et sous-impérialismes...

Une revue singulière composée de «cahiers» comportant des textes et articles piochés sur les sites et revues du monde, une sorte de plateforme, de *hub* où se croiseront les réflexions, selon un dispositif à construire et sans autres lignes directrices que de permettre l'échange et la lecture.

Une revue qui ne fera volontairement aucune concurrence aux publications papier ou internet existantes, bien au contraire, qui agira pour les mettre en synergie.

Une revue qui évitera les polémiques de seconde zone ou les textes étroitement politiques.

Un projet *ouvert en construction permanente*.

Sept conclusions pour un 24 février

Vitalyi Dudin

7

1. L'Ukraine a prouvé que sans l'adhésion à l'OTAN, il est possible de résister à la Russie, la puissance impériale la plus militariste de notre époque. Il s'agit d'un témoignage vivant de l'indépendance et du dévouement du peuple ukrainien, en particulier des forces armées ukrainiennes. Poutine s'est lui-même enfoncé dans un piège et il lui est impossible d'en sortir sans une dégradation encore plus grande de la société [russe] dans le sens du fascisme. Nous avons survécu grâce à une solidarité sans précédent, et la perspective de la victoire dépend de sa poursuite au niveau mondial. Mais pour passer à une nouvelle étape, le caractère national de la guerre doit être complété par la prise de mesures socialistes par l'État ukrainien.

2. Le lien entre le potentiel économique de l'État et l'arsenal de ses moyens est évident. Ce n'est pas un hasard si David Arakhamia¹ a déclaré qu'en cas de manque d'aide américaine, davantage d'Ukrainiens devront être mobilisés. Se concentrer sur des mesures telles que l'annulation de la dette, l'impôt progressif et la nationalisation des industries stratégiques permettrait probablement de mieux équiper les défenseurs et donc d'enrôler moins de personnes. Avec des ressources limitées et une liberté d'action illimitée, les autorités sont enclines à mobiliser les gens plutôt qu'à restructurer l'économie.

3. Le peuple ukrainien est convaincu de l'incompatibilité du capitalisme avec l'humanité. Beaucoup de personnel soignant, de cheminots, d'éducateurs, d'agents de sécurité, de chauffeurs et de fonctionnaires ont fait l'expérience de multiples vulnérabilités: auprès d'eux, j'ai appris comment à la

menace qui pèse sur leur vie s'est ajoutée la peur de l'avenir en raison de l'arbitraire des employeurs. C'est une honte de voir comment les autorités se préoccupent non pas de ces personnes, mais du confort des élites du monde des affaires sous tous ses aspects. Le sentiment de privation des droits et d'insécurité des masses laborieuses exacerbe la pénurie de travailleurs.

4. Suffisamment de temps s'est écoulé pour que même les partisans du marché libre soient convaincus de l'incapacité de l'économie libérale de répondre aux défis de la guerre. Notre peuple est prêt à apporter une contribution encore plus grande à la victoire en augmentant la production des moyens de défense et en restaurant les infrastructures, mais pour cela, l'État doit fournir à chacun un emploi décent et productif.



1. NdT. Député, président du groupe présidentiel au Parlement.

Aujourd'hui, la pénurie de main-d'œuvre se conjugue avec le chômage. La crise non résolue dans le domaine social et du travail ne permettra pas à l'Ukraine de profiter de ses avantages naturels et la rendra dépendante de l'aide occidentale.

5. La légitimité de toute mesure coercitive (comme la mobilisation ou la restriction des déplacements à l'étranger) restera discutable tant qu'il y aura un fossé entre les couches sociales et la corruption. Les autorités ne se rendront jamais compte qu'une société stratifiée en classes a moins de stabilité qu'une société en pleine cohésion sociale. Pendant une guerre de libération, il ne peut y avoir d'oligarques dans un pays qui cherche à gagner.

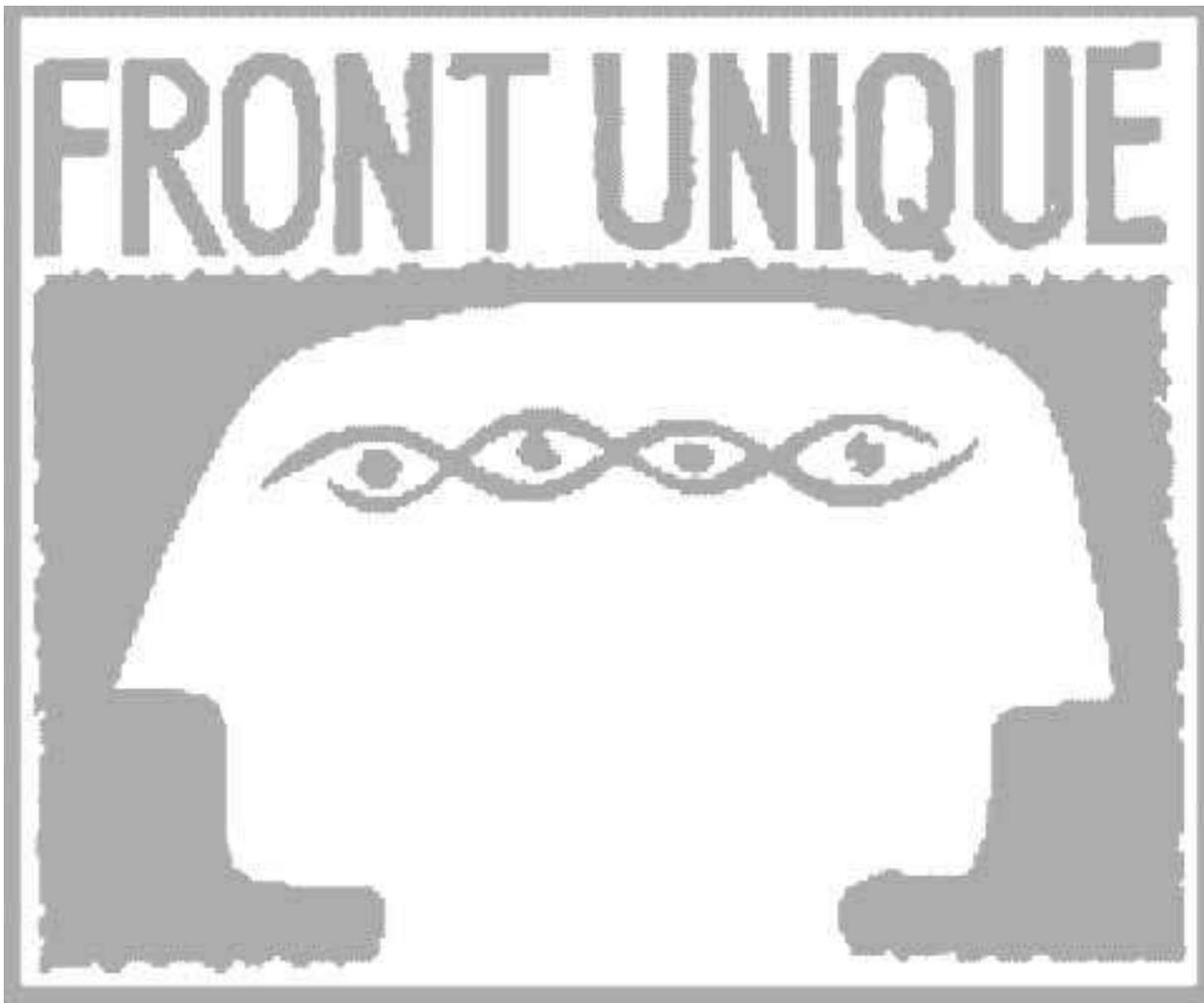
6. Les restrictions à la convocation d'élections et à la compétition politique devraient être compensées par l'expansion des formes de démocratie à tous les niveaux, en particulier en augmentant l'importance des syndicats et des collectifs de travailleurs dans la résolution des problèmes aux niveaux industriel et législatif. Après l'expiration du

mandat pour lequel elle a été élue, Galina Tretyakova, la présidente de la commission parlementaire sur la politique sociale, ne devrait pas continuer à déterminer la politique sociale et à imposer un Code du travail axé sur la protection des riches contre la population active. Sans tenir compte de l'avis des syndicats dans le cadre du dialogue social, les autorités ne devraient pas prendre de telles décisions, à moins, bien sûr, qu'elles ne veuillent porter les contradictions sociales à un point critique.

7. Habituer vous à penser au moins une fois toutes les 24 heures à ce que vous avez fait pour le bien commun. Êtes-vous prêt à sacrifier de votre temps libre, car beaucoup ont déjà donné ce qu'il y a de plus précieux dans la lutte pour une Ukraine libre : leur vie. Souvenez-vous d'eux.

Vitaliy Dudin est membre de l'organisation socialiste ukrainienne, Sotsialny Rukh.

Traduction Patrick Le Tréhondat



Manifeste

« Monde durable : notre vision »

Ce manifeste, en élaboration depuis un an vient d'être rendu public avec un nombre significatif de signatures d'intellectuelles et de militantes russes.

Il ne doit pas être compris comme le manifeste d'un courant politique. Il ne trouve pas ses racines dans une analyse de la situation mondiale mais dans la nécessité impérieuse pour les « sociétés civiles » de mettre fin à la guerre. Ses visées prioritaires sont la paix, la justice et la démocratie.

Le temps n'est pas à l'exégèse historique du bolchevisme, du stalinisme ou encore de la notion de « révolution politique ». L'urgence est au dialogue et à la construction d'éléments pour de la démocratie.

Les auteurs et les autrices indiquent clairement leur intention : « Dans le contexte de la guerre d'agression à grande échelle menée par la Russie contre l'Ukraine, le principal objectif de la société civile russe est de parvenir à une paix juste fondée sur les principes du droit international, sous une forme qui sera reconnue comme juste par les populations ukrainiennes elles-mêmes. Nous, les auteurs et autrices de ce manifeste, représentantes de la société civile russe et d'initiatives antiguerre, comprenons que le dialogue entre les sociétés ukrainienne et russe ne peut être repris dans le contexte d'une agression continue. Cependant, nous nous considérons comme responsables de la formulation d'une vision de la justice et de la paix d'après-guerre afin de contribuer à la réalisation de ces objectifs par tous les moyens dont nous disposons. »

1. Conditions de la réconciliation avec l'Ukraine

Responsabilité, repentir, compensation

L'agression russe contre l'Ukraine est devenue une suite logique de la politique de l'État russe et de la transformation de la société russe, qui n'a pas trouvé sa place après l'effondrement de l'URSS. Le ressentiment a largement prédéterminé la direction de la transformation de la société russe.

La victoire sur le régime totalitaire soviétique, aux yeux de la majorité des citoyens russes, sous l'influence ciblée de la propagande d'État, s'est progressivement transformée en défaite dans la guerre froide, en humiliation nationale et en effondrement du bien-être du peuple. La crise de 1993 a conduit à la transformation de la nouvelle Russie en une république super-présidentielle, créant les conditions préalables à la formation d'un régime totalitaire. Les représentants de l'élite soviétique et leurs descendants ont largement conservé leur influence en héritant d'opinions politiques antidémocratiques, renforcées par une augmentation sans précédent de leur richesse personnelle. La faiblesse des institutions démocratiques et la société civile naissante n'ont pas pu résister à la tendance autoritaire. L'État russe s'est avéré privatisé par un groupe restreint de personnes qui l'ont utilisé à des fins criminelles puis terroristes.

La première puis la deuxième guerre en Tchétchénie, la guerre de 2008 avec la Géorgie et l'occupation d'une partie de son territoire ont contribué à restaurer les sentiments militaristes. La Russie n'a pas reçu de rebuffade et est restée impunie. Le résultat fut la première étape de l'agression russe contre l'Ukraine, qui se traduit par l'occupation de



la Crimée et de Sébastopol et par la capture par les forces russes d'une partie importante des régions ukrainiennes de Donetsk et de Lougansk.

L'outil clé utilisé par Vladimir Poutine et son entourage pour attaquer l'Ukraine était le concept de propagande du « monde russe ». Il combine le militarisme russe, l'impérialisme, le corporatisme de type fasciste, l'idée messianique du « sauver » le monde, la xénophobie, la nostalgie de l'URSS et de l'Empire russe. En ce qui concerne l'Ukraine, cela a été utilisé comme base idéologique pour nier le fait même de l'existence du peuple et de la langue ukrainiens, pour justifier le « droit historique » de la Russie sur les terres ukrainiennes, pour justifier l'agression et la « désukrainisation » qui a suivi des territoires occupés.

Nous comprenons qu'il est impossible de surmonter les conséquences de cette agression sans changer la Russie elle-même. La première étape de ce changement doit être la réalisation d'un monde juste.

Désoccupation des territoires

Une condition préalable évidente à une paix durable et juste est la désoccupation par la Russie de tous les territoires occupés, y compris ceux annexés. Il est nécessaire de restaurer les frontières internationalement reconnues de l'Ukraine.

La réintégration des territoires occupés posera inévitablement un certain nombre de problèmes créés par la Russie, mais affectant différents groupes de population de ces régions. Ils doivent être résolus d'une manière qui respecte les droits humanitaires et les droits humains. Ces problèmes incluent :

- poursuites pénales et autres contre des citoyens et anciens citoyens ukrainiens pour crimes contre l'individu, l'État, leur coopération avec les occupants, etc.
- le statut juridique des citoyens qui vivaient dans les territoires occupés avant leur occupation, mais qui ont renoncé à la citoyenneté ukrainienne ;
- le statut juridique des enfants nés dans les territoires occupés après leur occupation ;
- le statut juridique des enfants expulsés vers la Russie et recevant des passeports russes (y compris ceux adoptés, parfois avec des noms modifiés) ;
- le statut juridique des citoyens de la Fédération de Russie qui ont déménagé dans les territoires occupés après l'occupation et le statut des biens immobiliers acquis pendant la période où la législation ukrainienne et le système d'application de la loi n'étaient pas en vigueur dans ces régions ;

- la possibilité de voyager à l'étranger pour les résidents des territoires (quelle que soit leur citoyenneté) qui ne font pas l'objet de poursuites pénales ou autres de la part de l'Ukraine et des garanties de leurs droits de propriété dans ce cas.
- restitution des biens illégalement saisis par les autorités d'occupation, indemnisation pour perte/dommage aux biens ;
- règlement des relations de propriété (légalisation des transactions) effectué pendant la période d'occupation volontairement et équitablement, par des entités appropriées, mais non conformément à la législation ukrainienne ;
- garanties et restrictions aux droits électoraux des citoyens des territoires réintégrés, caractéristiques de la mise en œuvre de l'autonomie locale dans ceux-ci.

Dans toutes ces questions et dans d'autres similaires, la Russie doit respecter les principes du rétablissement de la justice et les normes du droit international. Avec la réintégration des territoires occupés en Ukraine, cette opportunité devrait être accordée aux habitants qui souhaitent lier leur avenir à la Russie. L'État russe doit en supporter les coûts. La possibilité d'un procès équitable, conforme au droit international, doit être garantie à ceux qui ont commis des crimes sur le territoire internationalement reconnu de l'Ukraine. Cette étape est nécessaire pour restaurer l'espace juridique sur le territoire russe moderne reconnu internationalement.

Indemnisation de l'Ukraine

Pendant la guerre d'agression en Ukraine, la Russie a causé d'énormes dégâts. La vie des personnes emportées par la guerre, les villes et les villages détruits - ce sont des dommages irréparables. Il doit être évalué selon une méthodologie internationalement reconnue et indemnisé l'Ukraine dans un délai prévisible. La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine n'est ni juste ni nécessaire. Comme dans le cas d'un crime, verser une indemnisation qui compense une partie des dommages causés est la voie vers la justice. Le règlement volontaire de tous les différends et revendications par la Russie et les pays devenus objets de son agression territoriale (y compris les compensations) sera

une aubaine pour le développement futur de la Russie.

Une approche similaire peut être utilisée pour résoudre les différends avec d'autres pays avec lesquels la Russie a des différends non résolus ou contre lesquels la Russie a commis une agression, notamment la Biélorussie, la Géorgie, les pays baltes, la Moldavie et la Pologne.

Tant que les relations entre la Russie et l'Ukraine resteront hostiles, la Russie ne pourra pas normaliser ses relations avec l'Europe et les États-Unis. Cela empêchera à son tour le rétablissement progressif du bien-être des citoyens russes et la construction d'une société pacifique.

Les fonds de la Fédération de Russie et ceux figurant sur les listes de sanctions des entreprises et des particuliers peuvent être utilisés principalement à des fins d'indemnisation. Dans ce cas, l'indemnisation ne portera pas atteinte à l'économie russe et n'affectera pas de manière significative le bien-être de la population. Des conditions, des montants et des mécanismes raisonnables pour ces paiements sont nécessaires. Nous proposons également de créer un compte cible spécial sur lequel les Russes pourront transférer volontairement des fonds pour la restauration de l'Ukraine. Ces transferts seront l'une des occasions de démontrer une prise de conscience de votre responsabilité.

Nous souhaitons que l'indemnisation volontaire devienne une forme efficace et pratique de reconnaissance de la responsabilité pour les crimes commis par la Russie, même si nous comprenons que cela ne suffit pas. La responsabilité pour les crimes commis ne se limite pas au paiement d'une indemnisation.

Surmonter les conséquences humanitaires de la guerre

L'agression et les crimes de guerre commis par la Russie ont provoqué une catastrophe humanitaire dans le domaine des droits humains, des droits des réfugiés, des droits de la famille et des enfants, de l'écologie, etc. Nous comprenons que ces problèmes ne seront pas résolus d'eux-mêmes par le simple achèvement d'opérations militaires actives. Tout accord de paix doit inclure un plan clair pour résoudre ces problèmes et minimiser la gravité de leurs conséquences.

Les mesures d'occupation, les politiques de filtrage et la persécution massive des citoyens ukrainiens ont conduit des milliers de personnes à se retrouver dans les prisons russes. Aucune procédure pénale n'a été ouverte contre la grande majorité d'entre eux; beaucoup sont détenus dans des conditions extralégales, parfois dans des prisons secrètes. La torture est devenue partie intégrante de ce processus d'enlèvements massifs et de privation arbitraire de liberté. Les victimes devront supporter les conséquences psychologiques et physiques des abus pour le reste de leur vie.

Ceux qui ont fui - vers l'Europe, vers des pays tiers ou vers la Russie - sont également devenus des victimes de la guerre. De nombreuses familles sont séparées et ne parviennent pas à communiquer avec leurs proches. Beaucoup d'entre eux vivent dans des conditions de pauvreté, sans travail ni lieu de résidence permanents. Le retour à la maison est souvent impossible. Les citoyens ukrainiens qui ont fui vers la Russie sont souvent contraints d'acquiescer la nationalité russe afin de pouvoir survivre dans les territoires sous contrôle russe. Pour certains d'entre eux, il ne s'agit pas d'une démarche volontaire, mais forcée.

Jusqu'à 738 000 mineurs ukrainiens se sont retrouvés sur le territoire contrôlé par la Russie. L'Ukraine considère au moins 16 000 d'entre eux comme expulsés. Beaucoup de ces personnes sont placées dans des camps spéciaux ou dans d'autres institutions dans lesquelles elles sont soumises à un endoctrinement idéologique. Les personnes handicapées mentales qui se trouvaient dans les hôpitaux psychiatriques des territoires occupés se trouvent dans une situation similaire. Beaucoup d'entre eux, sans aucune notification à leurs proches, ont été emmenés sur le territoire russe et ont adopté la nationalité russe. Ils se retrouvent coupés non seulement de leur famille, mais aussi de leur culture. Ces actions sont criminelles.

La guerre a provoqué de nombreuses catastrophes environnementales, grandes et petites. Le territoire de l'Ukraine est fortement pollué à la suite des opérations militaires; la flore et la faune sont dans un état catastrophique. Les crimes environnementaux doivent faire l'objet d'enquêtes et leurs auteurs doivent être punis. La Russie doit

participer à l'élimination des dégâts (en déminant les zones et en restaurant la biodiversité).

Pour surmonter ces conséquences de la guerre, nous estimons entre autres nécessaires :

- Libérer et rapatrier dans leur pays tous les civils ukrainiens illégalement détenus qui n'ont pas de statut légal établi par la loi.

- Démanteler le système russe des camps de filtration et le système des prisons secrètes.

- Les affaires pénales contre des citoyens ukrainiens ouvertes en Russie après le début de l'agression devraient être soumises à un examen par un tribunal indépendant, impartial et public.

- Rapatrier en Ukraine tous les citoyens ukrainiens reconnus coupables de crimes contre d'autres citoyens ukrainiens pour que les cas soient examinés par les tribunaux ukrainiens.

- Offrir aux citoyens ukrainiens, en particulier aux personnes âgées, malades, handicapées et aux enfants, la possibilité et les conditions d'un retour sans entrave du territoire russe vers leur lieu de résidence permanente.

- Créer un bureau de recherche des civils disparus et offrir aux citoyens ukrainiens la possibilité de se rendre en Russie pour rechercher des proches et visiter leurs lieux de sépulture.

- Créer un registre unifié des enfants ukrainiens qui se sont retrouvés dans les territoires contrôlés par la Russie depuis 2014, afin d'assurer la possibilité de leur recherche et la protection de leurs droits par l'Ukraine et les parties intéressées. Garantir le retour en Ukraine des enfants ayant des parents à part entière (biologiques ou adoptifs) et des enfants sous la tutelle ou la tutelle de l'État ou de particuliers.

En collaboration avec l'Ukraine et les organisations internationales, dans l'esprit du principe de l'intérêt supérieur de l'enfant, résoudre le sort des enfants qui n'avaient pas de parents à part entière au moment où ils sont passés sous la domination russe et ont été adoptés dans des familles russes le sur la base de la garantie qu'ils conserveraient la citoyenneté ukrainienne, leurs liens avec leurs proches et l'accès à leur culture d'origine.

- Garantir aux citoyens ukrainiens le droit inconditionnel à une indemnisation en cas d'enlèvement, de détention illégale, de torture, d'atteinte à la santé et à la vie, d'adoption illégale et d'autres crimes commis à leur encontre.

- Enquêter sur tous les cas de crimes commis contre des citoyens ukrainiens depuis 2014, garantissant le triomphe de la justice sur toutes les personnes impliquées, quels que soient leur rang et leur statut social.

Au cours de ces enquêtes, prévoir diverses formes d'interaction active avec les autorités compétentes d'Ukraine, les organisations internationales et les associations civiles d'Ukraine et de Russie.

- Garantir un large accès au public russe, ukrainien et international aux résultats de ces enquêtes et à d'autres informations sur les crimes commis par des citoyens russes contre des citoyens ukrainiens depuis 2014.

Toutes les enquêtes et examens des affaires relatives à de tels crimes doivent être ouverts à la communauté internationale et diffusés en plusieurs langues, dont le russe. Les citoyens russes devraient avoir accès aux informations sur l'ampleur des crimes commis depuis 2014.

2. Justice transitionnelle

Principes de base pour la mise en œuvre de la justice transitionnelle

La Russie a besoin du rétablissement de l'ordre constitutionnel et de l'État de droit, ainsi que du rétablissement d'un État démocratique fondé sur le respect inconditionnel des droits humains, de la solidarité et de la justice sociale. Nous essayons de faciliter cela. Cet objectif nécessitera une réforme constitutionnelle à grande échelle, abordant le passé totalitaire et un rejet décisif du système de gouvernement injuste, immoral et inhumain actuel.

Un monde juste ne peut être durable si la Russie ne s'engage pas dans la voie de la construction d'un État fédéral démocratique régi par l'État de droit. Une condition préalable à une telle transformation doit être le lancement et la mise en œuvre de processus de justice transitionnelle et l'acceptation par la Russie de sa responsabilité morale, politique et juridique pour les actes d'agression commis contre d'autres États indépendants

et pour d'autres crimes internationaux commis par ses forces armées et ses services de renseignement, par exemple. Crimes présents et passés contre leurs propres citoyens.

Ces objectifs nécessitent l'adoption de mesures globales dans les domaines politique, juridique, éducatif, institutionnel, social et culturel. Ils devraient viser non seulement à démolir le régime politique existant dans le pays, mais aussi à empêcher sa vengeance, à construire et à introduire solidement des institutions et des pratiques démocratiques à l'avenir.

Le rôle de la société civile

La société civile russe, avec la participation éventuelle d'organisations civiles d'autres pays, joue un rôle important dans l'élaboration et la mise en œuvre de mesures visant à transformer l'État, le système politique et la société russes. La société civile doit agir avec principe et détermination, en tenant compte des leçons de la transition ratée et ratée du début des années 1990, qui n'a pas été accompagnée des mesures de justice transitionnelle nécessaires.

Les processus de justice transitionnelle à grande échelle ne pourront commencer



qu'une fois les hostilités terminées et les sociétés sur la voie de la démocratisation. Mais la préparation de ces mesures devrait être lancée le plus tôt possible. Les processus de justice transitionnelle ne devraient pas relever de la seule responsabilité de l'État, responsable de violations généralisées des droits humains. La société civile joue un rôle important dans le lancement des processus de justice transitionnelle et dans le suivi de leur mise en œuvre. Ces efforts devraient viser à garantir que les actes répréhensibles de l'État soient corrigés conformément aux normes juridiques internationales, en s'appuyant sur les principaux mécanismes de justice transitionnelle. Ils comprennent :

- commissions vérité ;
- la réforme des systèmes judiciaire et répressif, de l'armée et des forces de sécurité pour garantir une justice équitable ;
- poursuites contre des suspects criminels ;
- réparation du préjudice moral et matériel, réhabilitation juridique des victimes ;
- les lustrations et autres mesures visant à réhabiliter les structures gouvernementales ;
- perpétuer la mémoire, garantir la non-répétition des crimes.

Le travail de justice transitionnelle jettera les bases de la transition de la Russie vers l'établissement de l'État de droit et de la démocratie. Ces mesures rétabliront la justice pour les victimes, feront preuve d'inquiétude et de solidarité à leur égard, puniront les auteurs et créeront les conditions nécessaires pour empêcher que des crimes ne se reproduisent.

Comme le montre l'expérience de la Russie au tournant des années 1980 et 1990, une mise en œuvre incomplète et incohérente des mesures de justice transitionnelle crée les conditions d'un échec de la démocratisation, de l'instauration de l'État de droit et rend possible une vengeance autoritaire. Nous pensons que cette expérience négative doit être prise en compte lors de la transition politique du régime Poutine vers la démocratie. Les préparatifs pour la mise en œuvre de la justice transitionnelle doivent être lancés avant la fin de la guerre et le changement du régime politique en Russie.

La justice transitionnelle couvre les crimes et délits qui ne pouvaient faire l'objet d'enquêtes sous le régime politique précédent

et, dans le cas de la Russie, au moins depuis 1917. Dans certains cas, une justice transitionnelle pour des événements antérieurs est également nécessaire. Son sujet concerne les crimes qui ne peuvent faire l'objet d'une enquête et d'une condamnation en temps opportun en raison de «l'impunité systémique». Il s'agit de crimes dont l'État a été l'organisateur, le sponsor, l'inspirateur et/ou l'auteur.

Sans enquête, ces crimes deviennent la norme de comportement au sein du gouvernement et des forces de l'ordre, des services de renseignement, des tribunaux, des organismes budgétaires, etc. Si personne n'est puni pour avoir commis un crime comme, par exemple, la fraude électorale, alors la société commence à percevoir de telles actions comme acceptables, elles deviennent partie intégrante de la culture professionnelle.

Une tâche importante de la justice transitionnelle en Russie sera d'enquêter sur les crimes visant à s'appropriier et à conserver le pouvoir de l'État, notamment les attaques terroristes sur le territoire du pays, la liquidation des médias indépendants, la corruption, le meurtre et l'empoisonnement d'opposants, la fraude électorale et la prévention candidats indépendants, obligeant les citoyens à voter pour les représentants des autorités, répressions politiquement motivées. Ils doivent être étudiés en détail et les résultats rendus publics.

L'ensemble des mesures de justice transitionnelle devrait, notamment en coopération avec la Cour pénale internationale, les tribunaux et les équipes d'enquête d'autres pays, inclure des enquêtes sur les crimes commis par les Russes en Ukraine depuis 2014. Nous estimons qu'il est nécessaire de procéder à une collecte détaillée des témoignages des soldats russes et de tous les citoyens russes qui ont visité les territoires occupés ou qui ont travaillé avec les Ukrainiens sur le territoire russe et qui pourraient devenir participants ou témoins oculaires de crimes.

Nous voyons un domaine d'attention particulier pour la justice transitionnelle dans les enquêtes sur les crimes liés à l'ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays. L'enquête et la punition des auteurs de crimes commis dans le passé doivent s'accompagner de la prévention de la commission de nouveaux crimes et de la cessation

des crimes en cours. L'objectif de ces procédures devrait être de mettre fin à l'impunité, sans laquelle ni la réconciliation avec d'autres pays ni la création d'institutions fondées sur l'État de droit ne sont possibles.

Les mêmes mesures doivent être prises à l'égard des crimes commis sur le territoire de la Russie, notamment à l'égard des groupes vulnérables de la population, des groupes ethniques ainsi que des entités juridiques territoriales, y compris les sujets fédéraux. Il faudra impliquer dans ce travail ceux qui soutiennent actuellement le régime politique russe. Après tout, l'objectif de la justice transitionnelle est d'établir une approche commune du passé et de parvenir à la réconciliation.

Tribunal spécial pour le crime d'agression

Nous soutenons pleinement l'idée de créer un Tribunal spécial pour le crime d'agression russe contre l'Ukraine. Cela constituera un pas vers la reconnaissance de la responsabilité des actes d'agression et accélérera le mouvement vers le rétablissement de l'équilibre perturbé au sein de la communauté mondiale. Cela contribuera à la réconciliation avec l'Ukraine et au rétablissement de relations fondées sur la justice, la confiance et le respect.

La création d'un tel tribunal constituerait un acte de justice morale et juridique et contribuerait à prévenir la récurrence en envoyant un signal clair aux autres acteurs politiques selon lequel la responsabilité des actes d'agression ne peut être évitée. La participation de spécialistes russes indépendants à la création et aux travaux du Tribunal témoignera de notre volonté sérieuse de reconnaître nos responsabilités, d'obtenir justice et de promouvoir la réconciliation.

Il est important qu'un tel tribunal soit perçu par les structures officielles russes et par la population non pas comme « anti-russe », mais comme étant destiné à enquêter et à punir le crime d'agression. Tout aussi important, la création du Tribunal contribuera également à l'établissement de l'État de droit et d'une démocratie durable en Russie, en garantissant le respect des principes de l'État de droit et le développement d'institutions démocratiques, qui deviendront le fondement de notre société. à l'avenir.

Le travail de restauration de la justice nécessite non seulement la punition individuelle des criminels, mais également la déconstruction des institutions et des coutumes qui ont jeté les bases de ces crimes. Elle doit être construite sur les principes de l'inclusion.

Les commissions vérité rendront visibles les différents types de violence dans la société. Il est donc nécessaire d'impliquer les groupes vulnérables dans leur travail : les femmes, les LGBTQ+, les personnes handicapées, les représentants et représentantes des peuples autochtones et des minorités ethniques. Les commissions devraient travailler avec de tels groupes, s'appuyer sur leurs opinions, preuves et recherches, et mener leur travail ouvertement. Cela sera facilité par l'augmentation des données factuelles sur la discrimination à l'égard des personnes ayant des besoins spéciaux et des handicaps, ainsi que sur la violence raciste, sexiste, sexualisée, homophobe, âgiste et économique.

Les politiques de la mémoire et surmonter le « syndrome impérial »

La société russe devra non seulement faire face aux conséquences des crimes commis par la Russie au cours des trente dernières années, mais aussi faire face à l'ensemble des crimes commis par l'État soviétique entre 1917 et 1991 et, sous certains aspects, au cours de l'histoire antérieure. De nombreux crimes systématiques des autorités soviétiques et impériales sont devenus beaucoup plus visibles auprès du public précisément après 2014 et surtout depuis 2022. L'insuffisance catastrophique des travaux menés jusqu'à présent dans la société russe pour comprendre et déconstruire les mécanismes de violence, d'oppression et de discrimination de l'État soviétique est devenue doublement évidente.

La mémoire et l'histoire doivent être soustraites au contrôle de l'État. Sans cela, il ne sera pas possible d'analyser l'histoire de la Russie du point de vue des intérêts de l'individu et de la société, et non de l'État. L'histoire ne doit pas devenir un instrument de propagande d'État. La société et les associations militantes doivent restaurer la liberté de la mémoire en promouvant le dialogue entre tous les groupes et cercles sociaux, ethniques, territoriaux, religieux, confessionnels



et autres intéressés sur la compréhension de l'histoire soviétique et impériale. En URSS et dans l'Empire russe, beaucoup ont connu l'oppression, ont souffert de la russification forcée, de l'homophobie, de la discrimination sexuelle, etc. Il est également nécessaire de considérer l'expérience des groupes qui n'ont pas laissé de preuves écrites.

Le mouvement vers une paix durable est impossible sans une analyse et une déconstruction complète des récits, pratiques et idées historiques et politiques, soviétiques et impériaux, qui sous-tendent la mythologie politique moderne de Poutine. Une attention particulière devrait être accordée aux idées misanthropes, notamment à l'idée du « monde russe », à l'homophobie et à la privation de subjectivité de peuples entiers. Ce sont précisément ces idées qui sont devenues le fondement idéologique de la guerre contre l'Ukraine. Pour déconstruire les mythes historiques et politiques, il vous faut :

- Évaluation politique et juridique des crimes systémiques des États soviétiques et impériaux, un compte rendu détaillé de la terreur d'État et de ses participants. Après cela, il est nécessaire de créer des programmes qui contribueront à rétablir

la justice et à indemniser les victimes et leurs descendants pour les crimes commis.

- Abolition en Russie de toutes les lois dites « commémoratives » adoptées pour lutter contre la dissidence, ainsi que des lois restreignant l'accès aux archives.

- Ouverture et transfert à l'usage public et sous contrôle indépendant de toutes les archives d'État et départementales, y compris les archives de l'époque de l'URSS et de l'Empire russe, numérisation et publication d'un corpus de documents socialement significatifs.

- Dialogue avec les peuples extérieurs à la Fédération de Russie qui ont souffert de l'URSS et de sa domination dans la région pour une compréhension critique commune de l'expérience soviétique. Dans de nombreux cas, il est nécessaire de consolider la reconnaissance des crimes passés (Holodomor, Asharshylyk, annexions, déportations, invasions militaires, etc.) par des documents juridiques, ainsi que la reconnaissance de leur statut international.

- Accroître la visibilité de l'oppression systémique de l'Ukraine, de la culture et de l'identité ukrainiennes, en dénonçant les stéréotypes et les mythes anti-ukrainiens formés dans l'Empire russe et construits par les autorités soviétiques et russes. Il est nécessaire de clarifier l'histoire de la propriété des objets de l'histoire, de la culture et de l'art ukrainiens dans les musées russes, afin de proposer de restituer à l'Ukraine ceux d'entre eux qui sont d'origine ukrainienne.

- Réhabilitation complète des participants à la résistance au pouvoir soviétique en Ukraine, Lituanie, Lettonie, Estonie, Biélorussie, Géorgie et dans d'autres pays qui ont lutté pour la souveraineté. Il est nécessaire d'accroître la visibilité de la résistance antibolchevique et antisoviétique. Nous devons apprendre à considérer les dissidents comme des combattants pour la préservation des langues, des religions et des cultures nationales dans les républiques de l'URSS et de la RSFSR.

- Transfert au niveau du gouvernement local des questions de toponymie, d'installation de monuments et de plaques commémoratives, de démantèlement de

monuments de l'époque soviétique et poutine.

- Autonomie maximale de l'école, de l'enseignement universitaire et de la science par rapport à l'État. Une autonomie totale des universités est nécessaire.
- Démythologisation des récits pseudo-patriotiques sur la Seconde Guerre mondiale, sa réinterprétation à partir de la mémoire familiale et de la mémoire historique d'autres pays. Déconstruction de l'idée des guerres auxquelles la Russie a participé, de l'expansion « pacifique » de son territoire.

Ces mesures contribueront au développement de la pensée critique parmi les citoyens russes, à l'émergence de citoyens et d'une société capables d'assumer leurs responsabilités, de participer au développement des principes de valeurs fondamentaux dans le pays et d'empêcher l'État de commettre de nouveaux crimes nationaux et internationaux. .

Il est nécessaire de reconnaître la responsabilité des crimes commis contre les peuples vivant sur le territoire de la Russie moderne, de l'URSS, de l'Empire russe, ainsi que dans la zone de leur influence.

Un soutien est nécessaire aux projets culturels et de recherche qui déconstruisent l'idéologie du passé et les récits impérialistes russes. Nous avons également besoin de soutien aux programmes liés à l'étude et à la préservation des traditions, de l'art et de la littérature des minorités, au développement d'espaces politiques dans les langues des différents peuples de Russie, au soutien des militantes féminines, queer et autres.

Il est nécessaire de procéder à une émancipation cohérente de la langue russe des récits et des formes totalitaires. Les déclarations xénophobes et chauvines, la suprématie d'une race ou d'un groupe ethnique sur un autre doit être étudiées et condamnées par la société. Il s'agit d'une tâche encore plus difficile que la lutte contre les idées : une déconstruction minutieuse des habitudes linguistiques, des pratiques linguistiques dans lesquelles toutes ces idées s'incarnent et sont reproduites inconsciemment par les gens. Pour surmonter le syndrome impérial, il est nécessaire de renforcer les liens horizontaux et la coopération entre les régions.

3. Démocratie durable en Russie et administration publique

Nous ne savons pas à quoi ressembleront les contours de la Russie d'après-guerre. Cependant, pour toute entité territoriale située à l'intérieur de ses frontières, la question ne portera pas seulement sur la « restauration » de la démocratie, mais sur une étape fondamentalement nouvelle dans la construction de la démocratie en Russie. Il existe aujourd'hui dans la société civile russe un consensus selon lequel une démocratie durable signifie des garanties constitutionnelles et institutionnelles du remplacement du pouvoir à tous les niveaux à la suite d'élections libres.

Nous sommes solidaires des groupes d'opposition russes qui se sont fixés pour objectif :

- 1) l'adoption d'un nouveau code électoral prévoyant l'indépendance des commissions électorales et le contrôle public des élections ;
- 2) une fédéralisation complète, qui ne permettra plus aux autorités centrales d'usurper le pouvoir ;
- 3) le démantèlement de la forme de gouvernement super-présidentielle et transition vers une forme de gouvernement parlementaire,
- 4) la formation d'un gouvernement par une coalition qui aura remporté les élections ;
- 5) la restauration d'un pouvoir judiciaire et législatif indépendant ;
- 6) la garantie de liberté de parole et de conscience ;
- 7) la création/rétablissement d'un système de maintien de l'ordre et limitation stricte des pouvoirs des forces de sécurité ; mise en place d'un contrôle civil et de mécanismes de responsabilisation des forces de sécurité envers la société.

La Russie a besoin de la séparation des pouvoirs, de l'État de droit et du maintien d'une culture politique qui protège les droits des minorités. La démocratie d'après-guerre en Russie ne sera possible que grâce à des efforts de solidarité continus pour la maintenir.

Droits humains et indépendance judiciaire

La catastrophe qui a éclaté après le 24 février 2022 repose sur les violations systématiques des droits et libertés des citoyens russes, qui se sont multipliées au cours des dernières décennies. Ils sont devenus possibles en raison du manque de préparation de la société russe à défendre ses droits et libertés. La réponse de la communauté internationale à ces violations a également été insuffisante.

La communauté mondiale a besoin d'une position plus cohérente et fondée sur des principes concernant la situation des droits humains et des libertés en Russie, le respect par l'État russe des normes et standards généralement acceptés dans ce domaine et les obligations qu'il a assumées. Dans le même temps, il est important de construire un système national de formation et d'éducation dans le domaine des droits humains.

Après le changement de régime politique en Russie, la libération rapide des prisonniers politiques et de toutes les personnes illégalement privées de liberté est nécessaire. Toutes les affaires pénales dans lesquelles il existe des signes de motivation politique et d'illégalité des poursuites doivent être réexaminées. Les lois répressives qui contredisent la Constitution russe, les principes et normes généralement reconnus du droit international, les traités internationaux de la Fédération de Russie et les principes d'égalité doivent être abolies. Ces actions doivent devenir une condition nécessaire et inaliénable d'un règlement d'après-guerre.

Des efforts importants sont également nécessaires dans les domaines suivants :

- assurer l'indépendance réelle des tribunaux, élargir la compétence des tribunaux avec jury, en supprimant les exceptions ;
- assurer les garanties d'une concurrence réelle entre les parties dans les procédures pénales et administratives ;
- l'élargissement des droits de la défense dans les affaires pénales et administratives ;
- garantir des garanties de transparence des tribunaux ;
- garantir les garanties de l'indépendance de la profession juridique ;

- la révision de la législation anti-extrémiste et antiterroriste afin de restreindre la portée de son application, de préciser les normes et de minimiser les risques d'abus ;

- abolition des normes établissant et réglant les institutions des « agents étrangers », des « organisations indésirables », de la « propagande de valeurs non traditionnelles », etc. ;

- atténuation systémique de la législation pénale, mise en œuvre cohérente du principe de sécurité juridique, minimisation du pouvoir discrétionnaire de l'agent chargé de l'application des lois et de la sélectivité des forces de l'ordre, réduction du champ d'application de la responsabilité pénale ;

- réformer la législation pénitentiaire visant à humaniser la détention des détenus et à créer les conditions nécessaires à leur réinsertion réussie dans la société ; étendre le contrôle public sur le système pénitentiaire ;

- abolition des restrictions législatives à la liberté de réunion et la mise en place de mécanismes pour mettre en œuvre le droit à la liberté de réunion ;

- abolition des mécanismes de restrictions extrajudiciaires aux droits à la liberté d'expression ;

- simplification de la législation sur les associations civiles, y compris leur création, réduisant la capacité des organismes gouvernementaux à s'immiscer dans leurs activités.

Gouvernement local

Tout changement institutionnel, de valeur ou politique ne sera durable que dans la mesure où il pénètre le tissu des relations sociales. Un monde durable devra être mis en œuvre dans plus de 20 000 municipalités russes.

Pour créer un système d'autonomie locale en Russie, la démocratisation, la décentralisation, leur conférer l'indépendance et renforcer l'assiette fiscale ne suffiront pas. Le pouvoir municipal doit être séparé de manière fiable du pouvoir de l'État.

L'autonomie locale, qui inclut au maximum le bon sens et la coopération naturelle des citoyens, devient une école de démocratie

pour une immense masse de citoyens. C'est pourquoi nous préconisons d'élargir au maximum les compétences de l'autonomie locale, de lui transférer l'éventail le plus large possible de domaines et d'assurer son indépendance financière. Il est également important de stimuler l'interaction des structures des droits humains et d'autres structures de la société civile avec les autorités locales.

Fédéralisation et décentralisation et droits des peuples autochtones

Après la guerre, les principales puissances et ressources financières de la Russie doivent être concentrées aux niveaux local et régional. Le gouvernement central doit être constitué sur le principe de la délégation de certains pouvoirs (dans le domaine de la défense, de la sécurité, du développement des infrastructures nationales, assurer l'unité de l'espace économique et juridique); il ne doit pas avoir de fonctions qui n'ont pas été clairement définies délégué par la loi. Le Centre fédéral restera chargé de contrôler le respect par les autorités régionales des normes constitutionnelles et juridiques, notamment en matière de droits humains.

Il est nécessaire de conclure un nouvel accord entre les régions et le centre, qui répartira les pouvoirs en détail, créera un système de freins et contrepoids pour contrôler le travail du centre fédéral et prévoira la possibilité pour les régions de quitter la fédération. Le principe de base de la nouvelle structure fédérale est le caractère volontaire.

Les nouveaux documents statutaires de l'État fédéral devraient consacrer les droits des peuples autochtones, y compris le droit à l'autodétermination, conformément aux documents fondamentaux de l'ONU et du Conseil de l'Europe. Les droits linguistiques des peuples autochtones devraient bénéficier d'un statut spécial, notamment :

- le droit de recevoir une éducation dans leur langue maternelle ;
- le droit à la reconnaissance des langues autochtones dans les constitutions et législations fédérales et régionales ;
- le droit à une vie sans discrimination fondée sur la langue ;
- le droit de créer et d'avoir accès à des médias dans leur propre langue ;

- le droit de recevoir des soins médicaux dans leur langue maternelle.

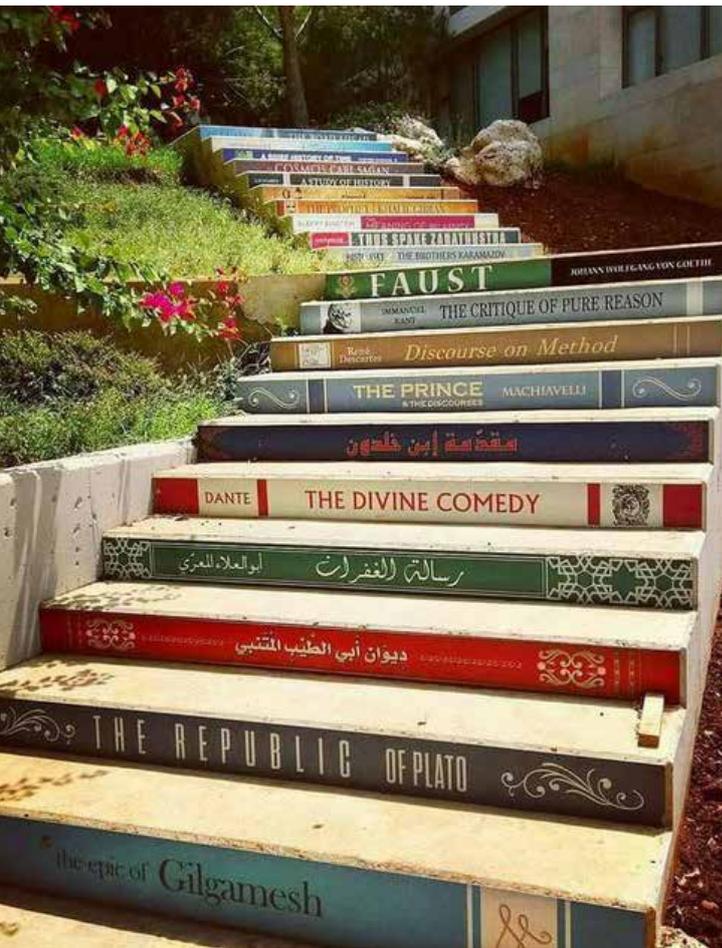
Il faut s'efforcer d'assurer l'autonomie financière des régions, ce qui passe par la reconstitution des budgets régionaux et locaux à partir des revenus perçus sur leur territoire. Pour les régions à faible niveau de développement économique, vous pouvez lancer un institut de développement régional. Pour assurer l'autonomie financière des régions, une réforme du système fiscal et budgétaire est nécessaire en faveur d'une répartition plus équitable des revenus entre les budgets régionaux et le centre fédéral, dont les pouvoirs, l'appareil et le pouvoir devraient être considérablement réduits. Les régions doivent devenir clientes des services du gouvernement du centre fédéral, qui finance son travail par des contributions au budget central.

Une institution anticorruption indépendante (la Chambre des comptes de la Fédération de Russie, désormais contrôlée par le pouvoir exécutif) devrait exercer les fonctions de contrôle public indépendant sur l'exécution des budgets à tous les niveaux et sur les mesures anticorruption.

Le problème du changement climatique et de la protection de l'environnement

La Russie possède de vastes ressources naturelles. Ses écosystèmes sont importants non seulement pour la population du pays, mais aussi pour le monde entier. Mais la Russie peut aussi être une source de problèmes environnementaux pour ses voisins. C'est pourquoi nous appelons à préserver les écosystèmes naturels et la biodiversité uniques de la Russie et à maintenir leur durabilité dans l'intérêt du monde entier.

Cela nécessite l'utilisation d'un système amélioré d'évaluation environnementale et de surveillance environnementale aux étapes de planification et de mise en œuvre de projets économiques importants pour l'environnement. Il est important de garantir une participation active du public à la prise de décision. La révision de la législation et son respect dans le domaine des espaces naturels spécialement protégés, de la protection des monuments naturels du patrimoine mondial de l'Unesco, de la protection



des forêts, de la protection du lac Baïkal, etc. sont très importants.

Une attention particulière devrait être accordée aux questions de gestion des déchets, notamment des déchets industriels et ménagers. Le système actuel de gestion des déchets n'est pas durable. Des réformes sont nécessaires pour évoluer vers une économie circulaire qui contribuera à réduire les déchets et à accroître le recyclage.

La tâche la plus importante de la Russie est de mettre en œuvre une transition énergétique juste. Aujourd'hui, la Russie dépend des ressources en hydrocarbures et tire des revenus de leurs exportations, ce qui permet de mener des opérations militaires sur le territoire ukrainien et de financer des processus qui déstabilisent l'état de pays et de régions entiers. La Russie est l'un des pays les plus émetteurs de gaz à effet de serre, il est donc important de réorienter sa politique énergétique vers le développement de sources d'énergie renouvelables, en tenant compte des possibilités de réduire la dépendance à l'énergie nucléaire.

La Russie devrait soutenir activement les accords internationaux, notamment le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'accord de Paris sur le changement climatique. La ratification par la Russie de la Convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement constituera une autre étape importante vers la création d'un monde durable et sûr.

Surmonter la violence sociale et égalité des sexes

L'agression à grande échelle de la Russie contre l'Ukraine a montré à tous à quel point le niveau d'agression et de violence est élevé dans la société russe. Cette situation doit changer, sinon cette agressivité continuera de menacer tous les secteurs de la société russe, y compris les enfants, les personnes âgées et d'autres groupes de population les moins protégés, et entravera également la construction d'un monde durable.

On sait que plus le niveau d'égalité des sexes dans un pays est élevé, plus le niveau de violence dans la société et sa tendance à résoudre les conflits internes et externes, y compris les conflits interétatiques, par des moyens violents sont faibles. L'égalité des sexes et la sécurité physique des femmes et des autres groupes vulnérables sont aujourd'hui fondamentales pour une démocratie durable.

Comme la majorité de la population russe, nous soutenons le droit des femmes à l'avortement, nous pensons que les hommes et les femmes sont également efficaces au travail et peuvent également être de bons parents et diriger un foyer. Malgré les efforts du gouvernement russe pour promouvoir et introduire avec force les valeurs pseudo-conservatrices, celles-ci ne trouvent pas beaucoup de soutien dans la société.

La législation russe moderne et le refus des autorités d'adopter les lois nécessaires, y compris la loi sur la violence domestique, ne permettent pas aux hommes de s'épanouir pleinement dans la famille, aux femmes au travail et à personne de se sentir en sécurité. Une protection contre le harcèlement et la discrimination dans l'éducation et le travail est nécessaire. Une transformation complète de l'État et de la société russes ne peut

être réalisée sans l'abolition du principe de conscription dans la formation de l'armée.

Il est nécessaire de modifier les systèmes de soutien aux familles pour inclure activement les deux parents dans la garde des enfants (par exemple, en modifiant le système de congé parental), d'augmenter le soutien aux familles (prestations, crèches, jardins d'enfants, écoles, etc.), en particulier aux familles nombreuses, et créer un fonds de pension alimentaire. Atteindre l'égalité sur le lieu de travail est d'une grande importance : l'égalité de rémunération et son contrôle, l'introduction généralisée de la pratique du «recrutement aveugle», la protection des droits du travail de ceux qui s'occupent des enfants et des proches malades.

La guerre et, en particulier, le recrutement militaire dans le cadre du système FSIN ont accru la violence domestique et de rue. Pour le réduire, des programmes spéciaux sont nécessaires pour le traitement et la réadaptation des combattants souffrant de SSPT et de toxicomanies. La Russie ne peut pas faire partie d'un monde durable tant qu'elle abrite de nombreuses catégories de personnes discriminées. La faible participation des femmes en politique augmente le risque de conflits militaires. La démocratie est impossible sans inclusion, et un gouvernement inclusif commence par la diversité des genres. Les femmes constituent le groupe le plus discriminé en Russie. Leur participation à la politique sur un pied d'égalité avec les hommes rendra la politique russe plus pacifique et démocratique.

Décriminalisation de la communauté LGBTQ+

Au cours des douze dernières années, plusieurs lois discriminatoires ont été adoptées en Russie, interdisant non seulement aux personnes de déclarer ouvertement leur orientation sexuelle et leur identité de genre, mais incitant également à la haine dans la société envers les personnes LGBTQ+, notamment par le biais de la propagande. Criminaliser et qualifier la communauté LGBTQ+ d'extrémiste, interdire effectivement la transition trans et promouvoir un récit de haine contre cette communauté, ainsi que contre tout autre groupe vulnérable, est contraire aux principes fondamentaux des droits humains et rend impossible la création d'une

société juste et durable fondée sur les principes de démocratie et d'égalité.

Il est nécessaire non seulement d'abroger les lois discriminatoires et misanthropes, mais aussi de veiller à enquêter sur les crimes commis, notamment contre les personnes LGBTQ+, et de prendre des mesures pour garantir leurs droits et leur sécurité dans la société.

Le rôle de la culture

Après la guerre, la culture russe devra répondre pendant longtemps à une question très difficile : comment se fait-il que nous ayons permis une catastrophe historique ?

La dimension culturelle du poutinisme doit être soumise à une analyse critique minutieuse. La réponse à cette question et la tentative de prévenir une agression à l'avenir nécessiteront le démantèlement des idées d'empire, qui restent encore vivantes aujourd'hui dans l'esprit de dizaines de millions de Russes. La culture peut jouer un rôle colossal dans le développement d'un avenir post-impérial et d'après-guerre.

Le but de la nouvelle culture est de contribuer au démantèlement des stéréotypes culturels associés aux idées d'empire, d'expansion extérieure, de nationalisme, de société patriarcale, de supériorité d'un peuple sur un autre, d'un pays sur un autre, d'une personne sur un autre. Par le biais d'œuvres artistiques, les personnalités culturelles pourraient contribuer à démanteler les stéréotypes néfastes qui sont souvent considérés comme un élément fondamental de la vision russe du monde, à commencer par l'idée d'une voie particulière pour la Russie.

Une collaboration étroite avec des artistes d'Europe centrale et orientale, du Caucase du Sud et d'Asie centrale contribuera à faire entendre leurs voix sur l'occupation russe et soviétique, leur perception du passé et «l'amitié des peuples» auprès du grand public russe. Le travail visant à repenser l'histoire constituera une partie importante du travail culturel. Après tout, la majorité de la population perçoit désormais la Russie moderne, l'URSS et l'Empire russe comme des États qui ont apporté la bonté et la civilisation aux peuples voisins. Le stalinisme et les stéréotypes impériaux sont profondément enracinés dans la culture russe.

Démilitarisation

La monopolisation du contrôle de l'armée russe et des autres forces de sécurité, comme nous l'avons vu en février 2022, a donné à Poutine un outil puissant pour renforcer son pouvoir personnel dans son pays et poursuivre des politiques impérialistes. La société civile russe et les hommes politiques démocrates doivent rétablir un contrôle parlementaire et civil systémique sur les forces armées. Les activités des forces de sécurité russes devraient viser à protéger les droits humains et non les intérêts d'un groupe restreint de politiciens.

Pour ce faire, les futures institutions démocratiques et la société civile doivent suivre cinq principes fondamentaux dans le développement des structures de sécurité nationale.

En Russie, un contrôle parlementaire et civil systémique sur toutes les organisations militarisées doit être mis en place. Pour ce faire, nous devons utiliser les meilleures normes mondiales, l'expérience d'autres pays et les leçons négatives de l'histoire russe.

Les futures institutions démocratiques et la société civile devraient achever les réformes des forces armées, y compris la réforme de la législation militaire, de l'éducation et de la science militaire, dans le cadre de la mise en œuvre des futures obligations internationales de la Russie et du droit international. Cela nécessitera la volonté d'hommes politiques capables d'unir les militaires, les fonctionnaires et les représentants de la société civile dans l'intérêt de la paix, de la protection des droits humains et du respect des obligations internationales de la Russie.

La réforme du complexe militaro-industriel doit jeter les bases économiques de forces de sécurité plus efficaces, dynamiques et modernes qui ne nuisent pas aux civils et à l'environnement.

La politique étrangère russe doit être responsable de la paix et de la prospérité des générations futures. Pour ce faire, la Russie, en collaboration avec ses partenaires internationaux, devrait rétablir sa pleine participation aux traités internationaux sur le contrôle des armements et la non-prolifération, en tenant compte du rôle croissant des pays non européens dans le système de sécurité mondial.

La société civile démocratique russe et le gouvernement devraient éduquer à grande échelle les citoyens russes sur les fonctions, les rôles et les principes de fonctionnement de toutes les forces de sécurité russes. Le mythe militariste sur le rôle des forces armées et des autres forces de sécurité dans l'histoire de la Russie entrave le développement démocratique pacifique et porte atteinte à la sécurité de la Russie et d'autres pays.

Pour lutter contre le militarisme, l'enseignement scolaire russe doit être complètement libéré de l'idéologie militaro-patriotique et réorienté vers la solidarité avec les autres, l'entrepreneuriat créatif et l'ouverture culturelle. Les enfants russes devraient se concentrer sur le soin les uns des autres, sur la création et sur le bien-être de leur communauté et de leur pays, en comprenant qui les protège, de qui et comment.

Éducation civique

Le régime communiste totalitaire et son successeur direct, le régime russe moderne, ont commis de graves crimes contre l'humanité. Ils s'adressent aux individus et à la société dans son ensemble. L'impunité de ces crimes, l'inconscience de la société, l'histoire réécrite et l'endoctrinement des citoyens dès l'école ont rendu la population russe inerte et faiblement capable de participer à la vie civique.

L'éducation civique est une condition et un outil nécessaires pour créer les conditions d'une citoyenneté consciente. Cela présuppose qu'un citoyen ait conscience de lui-même en tant que participant actif à la vie civile (non seulement au sein de son État, mais aussi dans le monde), une compréhension de la complexité et de l'interdépendance des processus dans le monde global, l'histoire, sa propre implication et responsabilité, et la solidarité civique qui en découle naturellement. Une société civile forte et éclairée crée les conditions d'une démocratie durable, tient le gouvernement responsable et contribue à garantir que la violence ne se reproduise pas.

3. Un monde durable

Le blâme et la responsabilité de l'attaque contre l'Ukraine incombent entièrement à la Russie. Cependant, les changements intervenus en Russie ne suffisent pas à eux seuls

à empêcher d'autres tragédies similaires. Malgré les efforts de la communauté internationale, le monde continue d'être secoué par des guerres. Nous devons continuer à déployer des efforts de paix et à renforcer l'ordre si nous voulons vivre sans guerre ni violence.

Après la guerre, la Russie a besoin d'une doctrine de politique étrangère fondamentalement nouvelle. La base pourrait en être un document approuvé en 1993, lorsque la Russie a démontré sa volonté de devenir un pays démocratique, dont le principal objectif de politique étrangère est d'établir des relations de bon voisinage avec ses partenaires et voisins, et dont le principal outil est la diplomatie. Le recours à la force militaire pour résoudre des conflits politiques et étatiques doit une fois de plus être déclaré inacceptable.

Tous les éléments agressifs de la politique étrangère, y compris le recours à la force militaire, doivent être clairement liés aux mécanismes de sécurité internationale dans le cadre de l'OSCE, de l'ONU et d'autres organisations et alliances internationales. L'OTSC ne peut survivre que si elle est radicalement réformée sur la base d'une représentation égale des intérêts de tous les États membres et de la transformation de l'Union en un véritable élément collectif de maintien de l'ordre, et non des structures policières que la Russie utilise aujourd'hui pour faire pression sur ses voisins. Il est nécessaire de stimuler la création de nouveaux syndicats et organisations régionales pour parvenir à un système horizontal équilibré de garantie de la sécurité collective.

Droit international et institutions internationales

Nous sommes convaincus qu'un ordre mondial durable ne peut pas être fondé sur le règne du fort ni incarner la «loi de la jungle». Les relations internationales doivent être menées conformément au principe de la suprématie du droit international et être soumises à ses dispositions fondamentales consacrées à l'article 2 de la Charte des Nations Unies, dans la Déclaration universelle des droits humains, dans les traités internationaux de protection des droits humains, dans les décisions des tribunaux internationaux et d'autres organismes internationaux.

Les nouvelles institutions démocratiques russes devraient s'efforcer de réformer l'ONU. Une fois la guerre terminée et la démocratisation commencée, la Russie devrait s'abstenir d'utiliser le veto du Conseil de sécurité de l'ONU dans des situations impliquant des crises humanitaires, des violations massives des droits humains et des crimes internationaux. Son vote à l'Assemblée générale des Nations Unies sur ces questions devrait viser à condamner les crimes internationaux et les violations massives des droits humains, y compris ceux commis par la Russie, et à engager la responsabilité pénale internationale de leurs auteurs.

En 2020, la campagne mondiale de la société civile Nous, le peuple a été lancée. Elle appelle à trois réformes visant à donner à la société civile une plus grande voix dans la gouvernance mondiale.

Premièrement, il est proposé de créer une «Initiative de paix civile», qui permettrait aux citoyens de mettre des propositions atteignant un certain seuil de soutien public à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ou du Conseil de sécurité de l'ONU.

Deuxièmement, créer une Assemblée parlementaire de l'ONU composée de représentants élus et en faire un lien entre les citoyens et l'ONU.

Troisièmement, créer le poste d'envoyé de l'ONU pour la société civile, qui sera chargé de mettre en œuvre une stratégie d'interaction plus inclusive entre la société civile et l'ONU. Si cela se réalise, l'ONU sera en mesure de répondre plus efficacement aux défis mondiaux - discrimination, inégalités, conflits, changement climatique. Et les nouvelles autorités démocratiques russes doivent soutenir le mouvement dans cette direction.

La Russie doit prendre le chemin de la mise en œuvre des réformes constitutionnelles et législatives nécessaires et de l'élaboration de mesures politiques et pratiques pour surmonter les obstacles à sa réintégration au Conseil de l'Europe et à son adhésion à la Convention européenne des droits humains.

Il est nécessaire de revoir le système de justice pénale internationale et de trouver des leviers plus efficaces pour sa mise en œuvre effective concernant tous les crimes internationaux, quels que soient ceux qui



sont soupçonnés de les avoir commis. L'un de ces leviers est le principe de compétence universelle, qui permet de juger des individus pour violations du droit international, indépendamment de leur nationalité et du lieu où le crime a été commis. Le renforcement de la coopération entre les États dans les enquêtes et les poursuites contre les personnes responsables de crimes internationaux contribuera à la lutte efficace contre l'impunité et au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le principe de compétence universelle doit être renforcé en tant qu'outil fondamental pour créer un monde fondé sur le droit et la justice.

Il n'y a pas de place dans l'ordre juridique international pour une application sélective du droit pénal international. La Russie devrait devenir partie au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI) et accepter les amendements de Kampala au Statut de Rome de 2010 sur les crimes d'agression. La Russie doit mettre en œuvre le Statut de Rome dans sa législation nationale et coopérer avec la CPI sans aucun retard ni exception, y compris sur les questions d'arrestation et de transfert de personnes; faciliter leur comparution volontaire devant la CPI à sa demande. La question de la reconnaissance par la Russie de la compétence de la CPI à l'égard des crimes internationaux commis par ses citoyens ou sur son territoire dans le passé, avec une reconnaissance de sa compétence jusqu'au 1^{er} juillet 2002, devrait être examinée. En tant que partie à la CPI, la Russie doit contribuer à l'expansion et à l'universalisation de son adhésion.

Refus de tolérance envers les régimes autoritaires

Comme le montre l'expérience russe, l'idée selon laquelle la libéralisation serait inévitable en raison du développement économique s'est révélée intenable. Les tentatives visant à établir des liens avec des régimes autoritaires conduisent à leur renforcement et non à des changements démocratiques. L'attaque russe contre l'Ukraine confirme que la coopération avec des régimes autoritaires accroît la menace pour la sécurité mondiale et empêche une riposte rapide et efficace aux pays agresseurs. Les pays démocratiques doivent minimiser leur dépendance à l'égard des autocraties liées

aux ressources et à l'industrie. Il est nécessaire de contrôler la diffusion des technologies avancées pour empêcher leur transfert vers des régimes autoritaires.

L'affaiblissement des liens commerciaux et économiques avec les régimes autoritaires ne signifie pas que les autocraties doivent être complètement isolées. Soutenir les sociétés civiles dans ces pays contribuera à la durabilité d'éventuels changements démocratiques dans ces pays à l'avenir. Le dialogue avec les associations civiles et les ONG permettra d'entendre des couches de la population non représentées dans le régime dictatorial, de mieux comprendre les processus qui se déroulent en leur sein et d'interagir plus efficacement avec elles. Les États et les institutions supranationales peuvent investir dans des programmes éducatifs et échanger leur expertise avec des associations civiles.

Après la guerre, la Russie doit devenir un participant actif à ce processus. Et en même temps, sous réserve du principe du volontariat, son objectif reste jusqu'à ce que soient obtenues les garanties de son non-retour au totalitarisme.

En guise de conclusion

Nous pensons que la société civile russe a le potentiel de repenser les fondements de l'État russe sur les principes de la démocratie, du fédéralisme, de l'État de droit, du respect des droits et libertés de l'homme et de la non-violence.

Nous exprimons notre attachement aux valeurs démocratiques, aux valeurs des droits et libertés de l'homme et du droit international. La transition vers un État démocratique de droit en Russie, sûr pour les pays voisins et pour ses propres citoyens, constitue un énorme défi pour les citoyens russes à l'esprit démocratique.

Nous appartenons à cette partie de la société russe pour laquelle l'agression contre l'Ukraine est inacceptable. Nous ne pouvons pas arrêter la guerre aujourd'hui. Mais nous continuerons à faire tout notre possible pour parvenir à la paix et créer une Russie démocratique d'après-guerre qui puisse dire : « Plus jamais ça ! ».

Le manifeste a été préparé par :

Inna Berezkina, École d'éducation civique ; Sergey Vasiliev, avocat international ; Varvara V., militante décoloniale ; Boris Grozovsky, « Pays et monde. Revue Sakharov » ; Sergueï Davidis, responsable du projet « Soutien aux prisonniers politiques. Mémorial » ; Roman K., militant des droits humains ; Nina K., Plateforme pour les initiatives civiles, antiguerre et humanitaires ; Sergueï Krivenko, militant des droits humains ; Alexandre Morozov, politologue ; Katya Moroko, Plateforme pour les initiatives civiles, antiguerre et humanitaires ; Ivan Preobrazhensky, candidat en sciences politiques, commentateur à *Deutsche Welle* ; Alexandra Polivanova, Mémorial ; Nelya Rakhimova, experte en développement durable ; Elena Rusakova, psychologue, politicienne ; Arthur Solomonov, écrivain, dramaturge ; Evelina Chaika, militante des droits humains, militante LGBTQ ; Gueorgui Chijov ; Kirill Sh., spécialiste de la politique de défense ; Anna Y., militante anticoloniale, économiste ; Lana Py, militante anticoloniale, physicienne, PhD ; Maria, blogueuse « La fille qui disait savoir »

Le manifeste a été signé par :

Sergueï Medvedev, professeur à l'université Charles ; Konstantin Sonin, université de Chicago ; Nikolay Petrov, Centre de recherche en géographie politique ; Victor Muchnik, « Témoins oculaires du 24 février » ; Roman Dobrokhoto, l'initié ; Elena Nemirovskaya, École d'éducation civique ; Yuri Senokosov, École d'éducation civique ; Maxim Trudolyubov, journaliste ; Kirill Martynov, *Novaya Gazeta - Europe* ; Olga Orlova, Média de la communauté académique « T-invariant » ; Kirill Kharatyan, *The Moscow Times* ; Marina Okhrirovskaya, magazine Internet *La Suisse pour tous* ; Ilya Shumanov, directeur de Transparency International - Russie ; Sergueï Shelin, journaliste ; Natalia Baranova, journaliste ; Maria Solenova, initiatrice de wfu.world, Action4life ; Lev Gershenson, histoire vraie ; Polina Aronson, journaliste indépendante ; Pasha Andreev, facilitateur indépendant, cofondateur de Co'moon e.V. ; Elena Stein, CISR eV Berlin ; Viatcheslav Pesterev, université d'État de Kourgan ; Oleg Kuznetsov, Saint-Pétersbourg ; Ekaterina Biryukova, groupe antiguerre de Haïfa « Svyaz » ; Alexeï Kojoukhov, groupe antiguerre de Haïfa « Svyaz » ; Sergueï Loukachevski, Radio Sakharov, Groupe russe Helsinki ; Sasha Belik, Mouvement des objecteurs de conscience ; Igor Eidman, Dialogue européen sur les droits humains ; Arkady Ostrovsky, économiste ; Vasily Zharkov, politologue.

Veillez envoyer vos commentaires et questions concernant le texte du Manifeste à :
manifesto@platforma.international

Sept réalités

Alex Gourevitch

Les réalités du conflit entre Israël et le Hamas sont déconcertantes et ne s'inscrivent pas dans un ensemble bien défini, pas plus qu'elles ne se prêtent facilement à des slogans hérités ou à des formules morales. Il est difficile de faire face aux réalités actuelles. De nombreuses incertitudes entourent ce qui s'est passé et ce qui se passe encore. La certitude morale est attrayante lorsque la réalité est incertaine. Elle remplace le travail plus difficile qui consiste à essayer de comprendre ce qui s'est passé et où nous en sommes. La certitude morale est également attrayante parce qu'elle ressemble à un guide d'action. Rien ne semble plus concentrer l'esprit et nous inciter à agir que la violence elle-même. Lorsqu'il y a du sang dans l'air, le choix d'un camp a beaucoup plus de poids et d'importance.

Réalité 1. Il n'y a pas de camp politique qui vaille la peine d'être choisi.

Ce qui m'amène à la première et inconfortable réalité : *il n'y a pas de côté qui vaille la peine d'être choisi* - c'est-à-dire qu'il n'y a pas d'organisation émancipatrice qui soit pourvue d'une force et d'une autorité, que ce soit en Palestine ou en Israël, derrière laquelle nous puissions nous ranger. Le Hamas et l'État d'Israël sont l'un comme l'autre des impasses politiques. Le Hamas propose une guerre de religion et une militarisation vide de sens. Et de son côté, Israël propose une version semi-laïque de la même chose. Ni l'un ni l'autre n'est intéressé à la résolution de la question politique : comment les Palestiniens et les Juifs-Israéliens pourraient vivre sur un pied d'égalité sur ce territoire.

Tous deux n'offrent qu'une violence inutile, non pas que la violence soit en elle-même inutile, mais parce que ce sont leurs projets politiques qui n'ont aucun sens. La principale différence réside dans la capacité d'Israël à exercer une violence largement disproportionnée.

L'absence d'une force populaire organisée ayant une prétention crédible à émanciper qui que ce soit n'est pas propre à la Palestine/Israël. Il s'agit d'un phénomène généralisé à notre époque d'incapacité politique. La violence en cours en Israël met en évidence cette impasse générale.

Nous devons comprendre la nature de l'ordre politique qui engendre autant de violence inutile. L'indignation morale face à la violence inutile est naturelle et juste. Mais il me semble que la tâche la plus urgente est celle de la clarté politique, et non celle de la morale. Ce qui découle du fait que nous ne contrôlons pas la situation et que nous ne sommes même pas modestement organisés pour exercer du pouvoir. Ni en Palestine ni en Israël. Ni aux États-Unis, où la politique étrangère échappe très largement au contrôle populaire. Ce sont ces éléments qui forment le cadre des autres réalités auxquelles nous sommes confrontés.

Réalité 2 : Il est insensé d'attendre des Palestiniens qu'ils ne résistent pas, mais il n'existe aucune force qui représentent leurs intérêts

Israël contrôle l'eau, le commerce, l'électricité, les communications et les déplacements à l'intérieur et à l'extérieur de Gaza et de la Cisjordanie. Israël contrôle l'espace aérien et maritime palestinien et assure le blocus de Gaza depuis plus de dix ans. Israël dispose d'avions et de chars, de bombes de 500 livres et du soutien de l'appareil militaire



américain. Grâce à son écrasante supériorité militaire, Israël peut massacrer 30 000 personnes, en déplacer des millions d'autres, provoquer une famine massive et détruire des villes entières. Gaza est une prison à ciel ouvert, la Cisjordanie un archipel éclaté entouré de colonies et d'installations militaires. Les Palestiniens d'Israël sont des citoyens de seconde zone dans un État dont l'engagement prioritaire est la sécurité de sa population juive et le maintien de sa majorité politique.

Les Palestiniens ont le droit de résister à cette domination. Ils auraient même le droit de recourir à la violence pour obtenir leur autodétermination, si la violence était nécessaire à cette fin. Mais les tueries aveugles du Hamas ne sont pas une voie vers la libération palestinienne. Le Hamas est une organisation antisémite qui déclare régulièrement vouloir se débarrasser des Juifs et qui rejette la légitimité des revendications israélo-juives sur cette terre¹. Le Hamas n'a pas expliqué en quoi le fait de prendre des civils pour cible, en particulier lors des horribles massacres du 7 octobre, pouvait faire avancer la cause

1. NdT. La question que pose l'auteur avec cette assertion quelque peu abrupte est celle de la prise en compte de l'existence d'une nation israélienne, qui s'est cristallisée en moins d'un siècle, dans une perspective du droit des Palestiniens à un État.

palestinienne. Quant aux représailles disproportionnées, elles étaient prévisibles - et peut-être même attendues par le Hamas ou certaines de ses composantes.

D'une certaine manière, le choix du Hamas de prendre des civils pour cible reflète davantage une dégénérescence de la lutte pour la libération de la Palestine qu'un objectif allant dans ce sens. L'orientation du Hamas est moins une lutte anticoloniale que le résultat de la défaite de ces luttes de libération, telles qu'elles ont existé que ce soit sous des formes de gauche ou de celle du nationalisme arabe. Le Hamas peut prétendre représenter les Palestiniens à la lumière de la destruction, de la répression et de la cooptation systématiques par Israël des précédents mouvements de libération. Netanyahu avait effectivement jugé utile de soutenir le Hamas contre l'OLP et l'autorité palestinienne et avait ouvertement annoncé que ce soutien était un moyen de diviser les Palestiniens. Toutefois, les gouvernements israéliens successifs ont voulu détruire l'indépendance politique de toutes les autres organisations palestiniennes, en intégrant avec succès le Fatah comme une sorte d'extension corrompue de l'appareil de sécurité israélien. Il n'est alors plus resté que le Hamas.

Le monde de l'après-Oslo n'a fait qu'intensifier la perception que le Hamas était la dernière organisation capable de se présenter comme palestinienne et indépendante. Les gouvernements israéliens de l'après-Oslo ont tenté d'ajourner par la force toute considération de la question palestinienne. Ils ont promis à la population juive d'Israël qu'elle jouirait d'une sécurité absolue en créant une insécurité absolue pour les Palestiniens, en particulier ceux des territoires occupés. La tension interne en Israël entre un État qui prétend être libéral et démocratique mais qui existe fondamentalement pour la protection d'un groupe ethnique² s'est aiguisée au cours des deux dernières décennies, en particulier après les élections palestiniennes de 2006 et le blocus de Gaza. Le Hamas renvoie aux Israéliens la politique de leur propre

2. NdT. Le recours au terme « groupe ethnique » renvoie vraisemblablement au fait qu'aux États-Unis les recensements de population se font par l'autodésignation par les intéressés de leur appartenance à un ou plusieurs, voire aucun, groupe ethnique.

gouvernement: un conflit ethnique maintenu par la force plutôt que résolu par la politique.

Ces développements ont donné naissance à un Hamas qui peut prétendre représenter les Palestiniens parce qu'il est le seul groupe politiquement significatif qui s'oppose encore à la domination israélienne. Malgré cela, le Hamas n'a jamais obtenu le soutien explicite de la majorité des Palestiniens. Lors des dernières élections quasi démocratiques pour les Palestiniens, en 2006, la popularité du Hamas reposait autant sur sa campagne anticorruption dirigée contre le Fatah que sur toute autre chose. La politique israélienne qui a suivi a poussé certains Palestiniens de Gaza à soutenir le Hamas, ce dont celui-ci peut se revendiquer. Il a pu ainsi poursuivre son orientation militariste au nom de la libération de la Palestine; dans une certaine mesure nombre de Palestiniens le soutiennent parce qu'entre deux maux, il s'agit du moindre - comme le font les êtres humains acculés au pied du mur.

Le Hamas sait qu'il peut exploiter ce soutien contraint. En fait, il semble que le soutien du Hamas était en baisse dans la période précédant les attaques, ce qui pourrait très bien constituer une des causes des attaques. Le Hamas a donné peu de justifications stratégiques pour les violences du 7 octobre, la plupart d'entre elles ayant été formulé *a posteriori*, en partie parce qu'il ne rencontrait guère de concurrence politique à Gaza. C'est ainsi que l'on se comporte si l'on n'a pas à faire beaucoup d'efforts pour se justifier auprès de la population au nom de laquelle on agit ou dont on peut obtenir la coopération par la violence. C'est le comportement d'un mouvement qui n'a pas de comptes à rendre, qui est en déclin et qui n'est pas émancipateur.

Réalité 3. Le Hamas est une impasse, mais ce n'est pas la fin de l'histoire de la violence. Les Palestiniens sont contraints à recourir à la violence

On entend dire que les Palestiniens devraient résister de manière non violente. Pourtant, lorsqu'ils tentent cette voie, ils sont condamnés ou réprimés. Le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanction a été largement dénoncé comme illégitime. La Marche du retour de 2019 a été

accueillie avec violence par les Israéliens, ce qui n'a guère attiré l'attention. C'est un fait embarrassant que presque personne ne prête attention aux Palestiniens lorsqu'ils ne recourent pas à la violence. Cela crée la dynamique suivante: lorsqu'ils sont pacifiques et non violents, on peut les ignorer en toute sécurité et les laisser souffrir de leur extrême oppression; et lorsque certains recourent à la violence, ils sont considérés comme ayant autorisé leur propre destruction.

D'un certain point de vue, cela confère un caractère amer et répétitif à la violence de groupes tels que le Hamas. Mais comme nous l'avons vu, elle n'est pas totalement inutile. Au moins certains de ces actes de violence ont un effet politique. Ils ouvrent une toute petite parcelle de liberté momentanée. Dans le cas le plus récent, le plus horriblement violent depuis des décennies, les Gazaouis ont non seulement brisé les barrières pour s'échapper de leur lieu d'enfermement, mais dans certains cas, ils ont pu atteindre des maisons dont leurs grands-parents avaient encore les clés. Cela peut sembler moralement et politiquement insignifiant compte tenu du massacre qui a suivi. Mais lorsqu'on enferme indéfiniment des gens dans une prison à ciel ouvert, une évasion momentanée prend des allures de liberté. Cette «abolition des barrières» a été une caractéristique essentielle du 7 octobre qui a été, à juste titre, éclipsée par les sinistres massacres qui ont suivi. Si on se souvient qu'environ la moitié de la population de Gaza a vécu toute sa vie sous un blocus qui l'a enfermée, on comprend que certains puissent préférer un acte horrible, dramatique et autodestructeur à la mort lente et à l'emprisonnement à long terme auxquels ils sont actuellement confrontés.

Ensuite, les violences ont provoqué une crise politique - à la fois en Israël et pour Israël - que les Palestiniens n'auraient pas pu déclencher autrement. D'une part, le déchaînement de violence punitive de la part d'Israël ne peut que saper la légitimité à long terme des accords diplomatiques qui étaient en cours. Il est frappant de noter qu'Israël a en quelque sorte perdu sa position morale alors que le pays a subi la pire attaque terroriste, laquelle a causé le plus grand nombre de victimes civiles depuis 1948. La crise rampante de légitimité n'est pas seulement le résultat de la violence sauvagement

disproportionnée que le gouvernement israélien a déclenchée. L'attaque du 7 octobre et la réaction qui a suivi ont également contraint le monde à affronter la réalité de l'occupation et la nature des gouvernements israéliens actuels et précédents. L'ensemble de ces éléments a sapé le sentiment qu'il existait une logique stratégique convaincante derrière la réponse du gouvernement, faisant paraître la violence officielle aussi insensée que l'attaque initiale du Hamas.

En outre, le choc des attaques du 7 octobre a révélé à la population israélienne le mensonge des accords de sécurité post-Oslo. Le basculement des négociations de l'ère d'Oslo à l'intensification de l'occupation, de l'annexion et du blocus de l'après-Oslo devait permettre aux Israéliens-Juifs de ne plus penser aux Palestiniens. Cette promesse n'est plus crédible. Rien de ce que les Palestiniens ont essayé n'a réussi à provoquer une telle délégitimation des accords actuels.

Ce qui est choquant et dérangeant semble donc être que seul un acte de violence extrême, suivi d'une réponse plus violente de plusieurs ordres de grandeur, pouvait briser le *statu quo*.

Pour être clair, rien de tout cela n'est une défense ou une critique de la violence, qu'elle soit le fait du Hamas ou d'Israël. Il s'agit simplement d'un fait politique inquiétant : la violence a réussi à modifier la politique sur le terrain d'une manière qu'aucune autre voie, non violente ou institutionnelle, n'a pu faire. Ceux qui veulent une condamnation sans équivoque de la violence doivent expliquer pourquoi seule la violence semble avoir eu ce type d'effet.

Réalité 4. Le Hamas est de moins en moins l'expression de réalités géopolitiques plus larges

Les diverses tentatives de comprendre le Hamas comme une extension de l'Iran ou d'autres forces régionales ne comprennent pas à quel point le Hamas, et plus généralement les Palestiniens, sont isolés sur le plan géopolitique.

La normalisation progressive des relations d'Israël avec les pays arabes environnants a été conditionnée par le rejet ou le contournement de la question palestinienne. Ceci est particulièrement vrai pour l'Arabie saoudite et l'Iran. Le rapprochement entre l'Arabie

saoudite et Israël revêt une importance majeure à cet égard, de même que l'évolution des relations avec les États du Golfe. L'assouplissement des relations entre l'Arabie saoudite et l'Iran sous l'égide de la Chine est tout aussi important. Ces changements diplomatiques vont de pair avec le développement de nouveaux liens économiques. Cette normalisation implique que ces pays ne se contentent pas d'ignorer la question palestinienne, mais qu'ils affaiblissent leurs liens avec le Hamas. Bien avant les événements récents, l'Iran avait tendance à tenir le Hamas à distance et parfois à le considérer comme peu fiable.

Selon les informations dont nous disposons, rien ne prouve que l'opération militaire du Hamas soit le résultat de tentatives iraniennes de saboter les relations israélo-saoudiennes. Il se pourrait même que ce soit l'inverse, le Hamas ayant tenté de saper toute nouvelle initiative diplomatique américano-iranienne. Quoi qu'il en soit, il s'agit très probablement de l'expression d'un isolement mondial accru des Palestiniens. Les puissances régionales semblent avoir essentiellement acheté ce qu'Israël vendait, à savoir que les Palestiniens avaient été pacifiés, et qu'ils pouvaient donc être ignorés. C'est ainsi que les puissances régionales ont fait preuve d'une étonnante retenue face à la manière extrêmement provocatrice dont Israël mène sa guerre, sans oublier le bombardement de capitales régionales telles que Beyrouth et Damas.

On pourrait même dire qu'il y avait un secret de polichinelle dans la région. Les Israéliens s'employaient à pacifier les Palestiniens, afin que les puissances autocratiques puissent poursuivre leurs objectifs géostratégiques sans mécontenter leurs propres populations. Après tout, les despotismes régionaux, de l'Iran à l'Arabie saoudite, cultivent l'antisémitisme en général et l'antisionisme en particulier pour obtenir un certain soutien populaire en l'absence d'une véritable légitimité démocratique. Ils dirigent l'attention de leur opinion publique vers Israël, afin de donner l'impression qu'ils représentent les intérêts populaires, tout en évitant de se doter d'une véritable autorité démocratique au niveau national. La neutralisation de la question palestinienne leur est donc également utile.

La capacité des puissances régionales à neutraliser ou à limiter les manifestations populaires contre Israël témoigne de l'intensité de l'isolement régional des Palestiniens. Ces régimes préféreraient poursuivre leurs objectifs géopolitiques, même s'ils doivent pour cela rester les bras croisés pendant qu'Israël procède au nettoyage ethnique de Gaza.

Réalité 5. La violence actuelle est une intensification de la relation dominante d'Israël avec les Palestiniens

Après Oslo, les gouvernements israéliens successifs ont abandonné tout effort sérieux pour résoudre politiquement la question palestinienne. Ils ont préféré la force. Au lieu de s'attaquer à la question de savoir comment les Palestiniens pourraient vivre sur la terre en tant qu'égaux, ces gouvernements ont décidé de fournir aux Juifs israéliens une garantie de sécurité par la force.

Cette situation n'était pas stable. La seule véritable base de la sécurité était et reste inéluctablement politique, car seule une résolution politique donne à chacun une raison de suivre les règles. Un règlement politique, qui implique une reconnaissance mutuelle institutionnalisée des revendications de chacun, est la seule base pour le développement de la confiance, qui à son tour est la base d'une véritable sécurité.

Au lieu de cela, l'approche post-Oslo a fait de l'État israélien quelque chose qui ressemble plus à un racket de protection ethnique qu'à un État qui s'engage, même formellement, à respecter l'égalité des droits des personnes soumises à son autorité. Au moment où le blocus de Gaza, la militarisation de la Cisjordanie et la précarité juridique croissante des Palestiniens ayant la citoyenneté israélienne atteignaient leur paroxysme, il était devenu évident que toute solution à deux États appartenait au passé. La réussite de la destruction des aspirations nationales des Palestiniens, ainsi que la stratégie israélienne post-Oslo de cordon sanitaire sur plusieurs fronts ont effectivement intégré les Palestiniens dans l'État - l'État unique - par la force. Plus l'État israélien étend sa domination sur les Palestiniens, plus il doit prétendre qu'il n'est pas responsable d'eux. La tentative du gouvernement Netanyahu de présenter

sa violence comme une guerre contre des envahisseurs étrangers est un effort radical pour maintenir la mascarade des deux nations, même si l'illusion s'effondre sous le poids des chars et des munitions guidées.

La seule façon d'ignorer en toute sécurité une population dont on ne veut même pas entendre les revendications - au sens où elles ont été entendues dans le cadre du processus de paix d'Oslo - est de l'éliminer. La force n'est une solution au problème de la sécurité que dans ce sens et seulement si l'on est prêt à aller jusqu'au bout. Même si, jusqu'à présent Israël n'a pas montré sa volonté de procéder au nettoyage ethnique de l'ensemble de sa population palestinienne, il semble de plus en plus que le gouvernement israélien soit en train de faire ce choix horrible à Gaza. Bien que le gouvernement Netanyahu ait tenté de rejeter la responsabilité de ses actions sur le Hamas, c'est Israël qui, du fait de sa puissance, est le maître du jeu. Ce gouvernement est responsable de ses décisions.

Réalité 6. Le Hamas n'est pas une organisation de lutte anticoloniale pour la liberté, et il n'y a rien à célébrer

Face aux atrocités récentes - et moins récentes -, certains à gauche ont encensé les



attaques du Hamas et l'ont décrit comme un mouvement anticolonial. D'autres ont trouvé à juste titre que ces éloges étaient troublants. Mais le véritable problème est que cette appréciation n'est qu'illusion. Cette célébration n'est que la projection d'un fantasme de lutte anticoloniale sur une situation désespérée et sur un acte de violence désastreux et politiquement injustifiable.

Il y a une différence entre donner l'impression d'une résistance hautement militarisée et représenter une solution alternative à un conflit politique central. Ce conflit porte sur la manière de résoudre le fait que les Juifs-Israéliens et les Palestiniens ont des revendications légitimes pour vivre sur la même terre. Le Hamas rejette publiquement l'idée que d'autres que les Palestiniens, voire d'autres que les seuls musulmans, sont légitimes à revendiquer cette terre. En adoptant cette position, le Hamas est le reflet de la réticence encore plus grande d'Israël à reconnaître les droits et les revendications des Palestiniens. Chacune des populations est prise au piège dans le combat à mort auquel se livrent leurs gouvernements et leurs «représentants» respectifs.

Dans le discours sur le conflit israélo-palestinien, les batailles de récits, de banderoles et de slogans masquent l'absence de tout fondement sur lequel ces batailles pourraient être arbitrées. «De la rivière à la mer» et «intifada» n'ont aucune signification unique ou précise parce qu'il n'y a pas d'organisation représentative qui pourrait tenir ses promesses. En d'autres termes, l'émancipation des Palestiniens et des Israéliens de leur situation difficile dépend d'un changement plus large de la politique mondiale, à commencer par la récupération du contrôle démocratique sur la politique étrangère des grandes puissances. En l'absence de ce contrôle démocratique et d'institutions représentant la volonté populaire, chacun donne une interprétation différente de ces slogans, car personne ne parle au nom qui que ce soit. Chacun entend ce qu'il pense ou veut entendre.

Il est remarquable que la seule demande politique sérieuse qui émerge de la violence actuelle soit un cessez-le-feu. On peut parler d'un État ou de deux États, de «liberté pour les Palestiniens» et d'autodétermination, mais cela ne veut rien dire. Il n'en sera rien

tant qu'il n'y aura pas de mouvements organisés, parmi les Palestiniens et à l'intérieur d'Israël, qui souhaite vivre ensemble une égale liberté. Ces mouvements n'émergeront pas en l'absence de mouvements du même type, plus larges et en dehors de la région. Ils ne prendront pas non plus forme sans que des divisions internes n'apparaissent au sein des sociétés israélienne et palestinienne.

Réalité 7. L'Occident est impliqué dans la violence qu'il dénonce

Au cours des dernières décennies, l'Occident a fait de la violence une question de victimes et de tueurs, de sorte que des groupes ont rivalisé pour se présenter soit comme de pures victimes, soit comme des entités vertueuses et civilisées qui savent utiliser la violence de manière morale et légale contre les génocidaires. C'était l'idée maîtresse de tout le tournant «humanitaire» de l'après-guerre froide. En moralisant la violence de cette manière, ils ont dépouillé tout usage particulier de la violence de sa dimension politique.

L'approche politique de la violence exige de la replacer dans son contexte, et pas seulement de connaître son histoire et de savoir qui a commis quels actes. Il est nécessaire de comprendre si la violence est susceptible, compte tenu du contexte, de créer des institutions durables et efficaces pour remplacer les anciennes. Cette dernière question a pratiquement disparu pendant la période «humanitaire» et celle de la guerre contre la terreur. Elle n'est revenue qu'après coup, dans des discours saugrenus sur la «construction de l'État» et la «construction de la nation», qui sont le résultat de la destruction d'États pour chasser les terroristes ou mettre fin à des crimes contre l'humanité.

Le problème d'une telle moralisation de la violence est qu'elle renvoie les conflits politiques concernant la terre, les institutions, la représentation et l'autorité en les transposant dans le langage du bien et du mal. Les politiques réelles concernant les institutions et les politiques ne sont pas abordées directement. Qualifier des groupes de «terroristes» ou d'«être au-delà de la civilisation» semble résoudre une discussion politique sans qu'elle ait lieu. Une fois qu'on a décidé que certains ont échoué à un test moral de base – le vôtre –, la moralité joue un rôle politique sans que personne ne le reconnaisse



vraiment. Et la morale remplit la fonction politique de délégitimation. Toute organisation qualifiée d'immorale devient inadmissible en tant que représentante dans un conflit ou une délibération politique.

Dans le contexte israélo-palestinien, la moralisation a joué le rôle de destruction de toute relation politique avec les Palestiniens. Alors que les organisations précédentes ont été intégrées ou détruites, le Hamas a été mis en dehors de la politique elle-même en raison de son usage de la violence. Cette perspective ne fait qu'accroître le fait que les Palestiniens se voient refuser toute représentation politique valable : le Fatah est totalement collaborationniste et ne représente donc pas réellement les Palestiniens et le Hamas est inacceptable. Il n'y a donc personne à qui parler et avec qui traiter en tant que représentant des Palestiniens. Les Palestiniens dans leur ensemble sont ainsi placés hors de la politique pour des raisons prétendument morales.

Cette situation contraint effectivement de nombreux Palestiniens à envisager une position d'insensibilité morale. Les seuls représentants qui leur restent sont ceux-là mêmes qu'ils sont censés dénoncer s'ils veulent être reconnus comme moraux et être partie prenante acceptable du discours politique. Il ne leur suffit pas d'avoir la réaction humaine parfaitement normale de reculer devant les tactiques du Hamas. Ils sont censés afficher publiquement cette réaction morale, de manière à délégitimer publiquement le Hamas. Et s'ils ne le font pas, ils sont considérés comme insuffisamment différenciés du Hamas lui-même. Ils doivent donc soit coopérer à la destruction morale du seul groupe capable de les représenter, même si la forme de cette représentation leur déplaît, soit accepter d'être au-delà de tout dialogue.

Le problème ici n'est pas seulement la coercition qu'implique le fait d'être contraint à une dénonciation et à une délégitimation selon les normes de quelqu'un d'autre. Il s'agit aussi du fait que la moralisation s'inscrit dans une stratégie de résolution indirecte des questions politiques. Elle le fait en sapant toute représentation légitime des intérêts palestiniens et en supprimant d'autres questions de moralité politique : qui a une revendication légitime sur la terre, quelle autorité devrait trancher ces différends ? Il n'est

donc pas difficile de comprendre pourquoi certains pourraient tout simplement rejeter la moralité elle-même comme un jeu de pouvoir occidental. Et c'est l'Occident qui en est responsable, pas ceux qui la rejettent, car l'Occident refuse de reconnaître ce qu'il fait.

Non seulement cette moralisation engendre l'insensibilité même qu'elle condamne, mais elle incite aussi à commettre des actes extrêmes. Elle incite également à commettre des actes de violence extrême ou spectaculaire, afin de rendre la situation aussi dure que possible et d'imposer un choix. Et le Hamas sait que telle est la situation.

Cette insensibilité se retrouve du côté israélien. Les justifications répétées du gouvernement sur la moralité de leur violence finissent par ressembler à une autorisation de tuer un nombre de civils bien supérieur à celui du Hamas, tant que les forces de défense israéliennes n'ont pas « ciblé » celui-ci. Pire encore, en revendiquant la moralité de leur violence, les autorités israéliennes sont dispensées d'en donner une justification politique. Les affirmations timides selon lesquelles il s'agit d'éliminer le Hamas, quoi que cela signifie, sont des pansements rhétoriques hâtifs pour une politique réactive. Les questions politiques essentielles ne sont pas posées : Même si le Hamas disparaît, qui comblera le vide ? Quelle preuve la violence de cette ampleur laisse-t-elle aux Palestiniens que les Israéliens veulent la sécurité pour toutes les parties, plutôt qu'une version encore plus extrême de la domination par la force ? L'absence de stratégie claire et l'indifférence à l'égard des victimes civiles sont liées. Si tout ce que vous avez à faire est de prouver que vos motivations sont bonnes, alors les résultats sont insignifiants. Si l'on croit que l'on n'est responsable que de ses intentions, on devient insensible aux conséquences.

Il ne s'agit pas, répétons-le, d'une dynamique propre à Israël et à la Palestine, bien qu'elle s'y manifeste en ce moment de manière spectaculaire. L'incapacité à reconnaître les conséquences politiques d'une politique moralisatrice est une maladie propagée par l'Occident. Le moment unipolaire de l'après-guerre froide a été dominé par une approche éthique de la politique étrangère, qui a suspendu toute tentative de lier la violence à des questions sérieuses

et moralement compliquées sur la manière de créer et de maintenir des institutions politiques. Le recours à la violence avec de bonnes intentions, indifférent aux résultats prévisibles, était la règle du jeu, du Kosovo à l'Irak, en passant par la Libye, Haïti et ailleurs. Il a imposé la manière dont les petits États et les acteurs non étatiques allaient se comporter avec l'Occident. De ce point de vue, la violence actuelle nous renvoie le reflet de la dégénérescence politique de l'influence de nos propres États sur la politique mondiale. Le problème de l'enfer a été créé à Washington et à Bruxelles. Cela nous dit sans doute aussi où nous devrions porter notre attention : prendre le contrôle de nos propres États, en particulier de leur politique étrangère.

Il n'y a pas de conclusion simple à tirer. Toutes les dimensions de la situation sont déconcertantes. S'il est évident qu'un cessez-le-feu est nécessaire à toute politique, il semble tout aussi évident que personne n'a de politique sérieuse à proposer une fois que la violence aura cessé. Les réalités plus vastes ne s'intègrent pas dans un ensemble ordonné, pas plus qu'elles ne s'intègrent facilement dans des slogans ou des formules morales héritées du passé. Elles ne font que rappeler le caractère destructeur de l'impasse politique dans laquelle nous nous trouvons et notre faible capacité à l'infléchir.

Alex Gourevitch est professeur agrégé de sciences politiques à l'université Brown (États-Unis).

Article publié dans *Damage*, le 5 mars 2024, <https://damagemag.com/2024/03/05/seven-realities-of-israel-palestine/>

Droits des femmes, contradictions de classe, fondamentalisme islamique et erreurs de la gauche

Frieda Afary

Dans la première partie de cet entretien, Frieda Afary donne une explication historique et structurelle détaillée de la manière dont les fondamentalistes islamiques sont arrivés au pouvoir en Iran, y compris une évaluation critique du rôle que la gauche iranienne a joué dans ce processus en se concentrant exclusivement sur l'opposition à l'impérialisme occidental. Dans la seconde partie, elle parle du plus récent soulèvement féministe et anti-autoritaire dans le pays, ainsi que de l'invasion russe de l'Ukraine et des défis pour les mouvements progressistes mondiaux.

Il y a eu ces photos de l'Iran du début des années 1960 et 1970, circulant dans les médias sociaux, montrant des femmes dans les universités, sur leur lieu de travail et dans la rue, la tête non couverte et dans des tenues modernes. Le contraste avec la situation en Iran, établie après la révolution islamique, est frappant et ces photos sont présentées pour saisir ce contraste. Dans quelle mesure ces femmes émancipées reflétaient-elles la situation réelle des femmes dans les années 1960 et au début des années 1970 en Iran ?

Dans la première moitié du 20^e siècle, nous avons assisté à l'émergence de la modernisation en Iran, mais à l'exception de la révolution constitutionnelle de courte durée de 1906-1911, il s'agissait d'une modernisation par le haut, basée sur l'autoritarisme. À partir des années 1920, le nouveau roi d'Iran, Reza Pahlavi, s'est considéré comme la version iranienne d'Atatürk. Il y a eu quelques ouvertures dans le domaine de l'éducation, y compris dans celui de l'éducation des femmes. Il a également imposé le retrait obligatoire du hijab. Des policiers se déplaçaient

et obligeaient les femmes à retirer leur hijab. Pahlavi voulait que les femmes aient l'air modernes, et il ne voulait pas que l'Iran ait l'air rétrograde face à l'Occident. Il y a eu une industrialisation capitaliste d'État. L'Iran a été partiellement occupé par les Alliés pendant la Seconde Guerre mondiale parce que le roi avait des sympathies nazies. Les Alliés l'ont exilé et ont placé son fils, Mohammad Reza Pahlavi, au pouvoir.

Il y a eu quelques ouvertures politiques dans les années 1940. L'URSS a également exercé une grande influence sur l'esprit des intellectuels à cette époque. Staline a malheureusement eu un impact considérable sur les intellectuels iraniens. Il doit être reconnu comme ayant une idéologie horrible et un système autoritaire basé sur le capitalisme d'État et la domination. Mais en Iran, Staline avait des partisans en raison de son opposition au capitalisme occidental, et de très nombreux intellectuels sont devenus staliniens.

Dans les années 1950, le Premier ministre iranien Mohammad Mosaddegh a nationalisé l'industrie pétrolière. Il souhaitait également la modernisation, mais il critiquait le système monarchique. En 1953, il est renversé par un coup d'État soutenu par les États-Unis. Le coup d'État a également été soutenu localement par les fondamentalistes islamiques qui s'opposaient à tout effort visant à créer des droits civils et des libertés pour les femmes, ainsi qu'à certains efforts de modernisation. Sans le soutien des fondamentalistes islamiques, le coup d'État contre Mosaddegh n'aurait pas réussi.

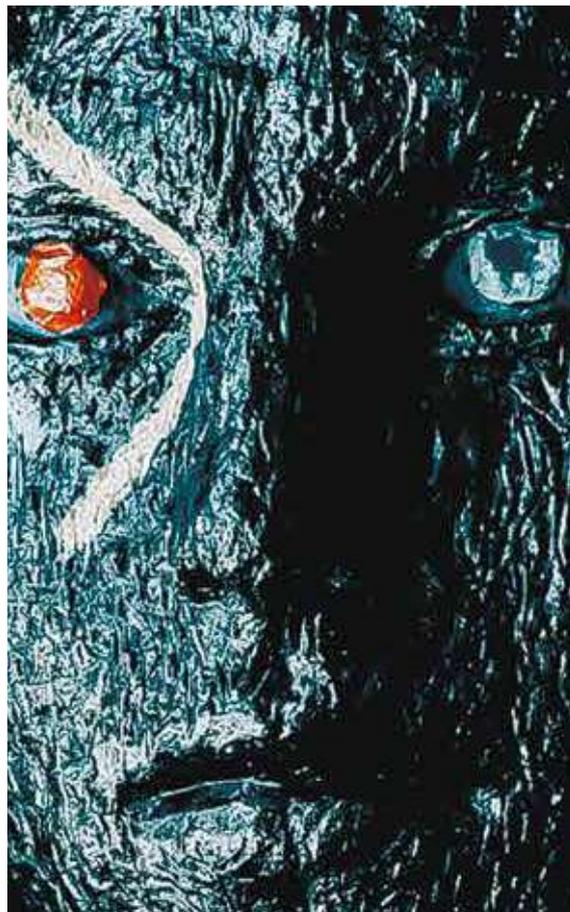
Le Shah, Mohammad Reza Pahlavi, est revenu et Mosaddegh a été assigné à résidence à l'intérieur du pays pour le reste de sa vie. Après le coup d'État de 1953, nous avons assisté à la poursuite de la modernisation par

le haut, mais sans les ouvertures politiques qui existaient dans les années 1940. L'Iran s'est inscrit dans la vague de croissance économique que le monde a connue après la Seconde Guerre mondiale. En ce qui concerne les femmes, les militant·es des droits de la femme faisaient pression pour obtenir certains droits fondamentaux en matière de mariage, de divorce, de garde des enfants et d'héritage.

Au début des années 1970, l'Iran s'est doté d'une modeste loi sur la protection de la famille qui accordait aux femmes certains droits en matière de divorce et de garde des enfants. Les fondamentalistes islamiques y étaient très opposés. En général, cependant, les libertés politiques fondamentales étaient réprimées. Les livres étaient interdits et il y avait des prisonnier·es politiques : Les jeunes étaient envoyés en prison pour avoir lu des livres interdits ou pour avoir organisé une réunion ou une discussion qui s'opposait à la monarchie. En ce qui concerne le hijab, les autorités n'ont pas imposé le retrait du hijab. Vous aviez le droit de porter le hijab ou non, et vous n'étiez pas arrêtée pour l'un ou l'autre motif. Les femmes pouvaient travailler, aller à l'école ou à l'Université.

Au même moment, un autre changement social important s'est produit dans le pays : l'administration du Shah a imposé un programme très modeste de réforme agraire. Les fondamentalistes islamiques étaient opposés à la réforme agraire, même si elle était modeste, et ils s'opposaient à tout changement donnant des droits aux femmes.

Cet effort de réforme agraire n'a pas abouti à l'attribution de terres aux paysans. Mais ce qui s'est passé, c'est que les paysans ont été chassés de leurs terres et sont venus dans les villes, où ils sont devenus des ouvriers du bâtiment et des travailleurs manuels. Ils ont également été victimes de la propagande des fondamentalistes islamiques. Les paysans arrivaient dans les villes, après avoir perdu tout ce qu'ils avaient sur la terre dans le système féodal, et étaient exposés à la propagande des fondamentalistes islamiques et voyaient les différences de classe, devaient vivre dans des bidonvilles, sans aucun droit. Cette division des classes, le fait que les paysans arrivaient dans les villes et se retrouvaient sans abri, et toutes ces contradictions entre la modernisation forcée venue d'en haut



et la situation réelle sur le terrain, tout cela a créé les conditions de la révolution. Ces conditions ont également permis aux fondamentalistes islamiques d'avoir une audience de masse. Les fondamentalistes islamiques disaient qu'ils étaient contre la monarchie et qu'ils étaient contre ce type de modernisation - donner trop de droits aux femmes. Ils étaient contre le mélange de personnes issues de différentes minorités religieuses. Ils étaient résolument opposés à la minorité religieuse bahaïe en Iran et très antisémites.

Lorsque la révolution contre la monarchie a commencé en 1978-1979, nous avons la jeunesse étudiante, qui suivait principalement le stalinisme ou le maoïsme, et nous avons les fondamentalistes islamiques qui faisaient appel aux masses, appelaient aux valeurs islamiques et en même temps à la justice sociale. Ils s'appuyaient sur le fait qu'il y avait une grande inégalité entre les classes en Iran. Lorsque les grèves se sont généralisées et que la révolution a renversé la monarchie, les fondamentalistes islamiques ont pu prendre le dessus, à la fois parce qu'ils disposaient d'une force de masse, mais aussi parce que les intellectuel·les, influencé·es

par le stalinisme et le maoïsme, ne pensaient qu'à s'opposer à l'impérialisme américain. La plupart des intellectuel·les de gauche et nationalistes pensaient pouvoir conclure une alliance avec les fondamentalistes religieux pour se débarrasser du roi et prendre le pouvoir.

Pour revenir à votre question sur les photos de femmes à l'allure moderne de la fin des années 1960 et des années 1970, à cette époque, certaines femmes sortaient avec les tenues modernes que vous avez vues sur ces photos, principalement en milieu urbain et dans les classes moyennes ou supérieures. Toutefois, certaines femmes de la classe ouvrière, si elles le souhaitaient et si leur famille les laissait faire, sortaient sans hijab. Il y avait aussi beaucoup de contradictions aux différents niveaux de la société. Sur cette question, et sur plusieurs autres, je recommande vivement le livre *Sexual Politics in Modern Iran*, écrit par Janet Afary, ma sœur. Elle décrit en détail le processus de modernisation et toutes les contradictions qu'il recèle.

Comment s'est déroulée la résistance des femmes après la révolution iranienne de 1979 et pourquoi a-t-elle échoué ? Y a-t-il eu des luttes aux étapes suivantes ? Peut-on déceler les racines du soulèvement actuel dans les paysages antérieurs à la révolution et dans les premières luttes postrévolutionnaires ?

Après que la révolution a renversé la monarchie Pahlavi en février 1979, l'un des premiers signes de la contre-révolution a été l'ordre donné par l'ayatollah Khomeini aux femmes de porter le hijab dans les bureaux du gouvernement. Une très importante manifestation de femmes a eu lieu le 8 mars 1979. Il s'agissait de femmes qui avaient participé à la révolution, et beaucoup d'entre elles étaient des femmes de gauche, qui scandaient : « Nous n'avons pas fait la révolution » : « Nous n'avons pas fait la révolution pour revenir en arrière ». Elles ont compris que cet ordre de porter le hijab était le signe de bien d'autres choses encore plus graves à venir. Une petite partie de la gauche iranienne a d'abord soutenu ces femmes, et il y a même eu quelques hommes de gauche qui sont venus à leur manifestation et ont protégé les femmes contre les attaques des fondamentalistes islamiques. Mais même cette petite partie de la gauche qui soutenait

les manifestations des femmes leur a dit après quelques jours : « Vous savez, vous devriez arrêter cela parce que cela détourne vraiment l'attention de l'objectif principal de la lutte, qui est de combattre l'impérialisme américain. » Ce fut un véritable échec lorsque l'on a dit à ces femmes de rentrer chez elles et qu'elles n'ont pas reçu le soutien dont elles avaient besoin. Le dernier mouvement « Femme, vie, liberté » se présente comme le continuateur des efforts de ces femmes. Elles sont fières des femmes qui se sont manifestées à l'époque et qui ont protesté contre le hijab obligatoire.

Que s'est-il passé alors ? Il y a eu l'agression des femmes et l'agression des droits de la minorité kurde, qui réclamait l'autodétermination. De nombreux Kurdes ont été exécutés. À la fin du mois de mars 1979, un référendum a été organisé pour déterminer si les gens voulaient ou non une République islamique. La majorité a voté « oui ». Les fondamentalistes islamiques bénéficiaient d'un très large soutien de masse, de sorte que même si ce référendum a été quelque peu frauduleux, il ne l'a pas été entièrement, malheureusement. Même certains activistes de gauche ont voté « oui » à ce référendum. Ils considéraient qu'il s'agissait d'un effort pour lutter contre l'impérialisme américain. Et c'était vraiment insensé.

En outre, en décembre 1979, certains partisans de l'ayatollah Khomeini se sont emparés de l'ambassade des États-Unis en Iran et ont utilisé cette action comme un symbole de l'anti-impérialisme et une arme pour faire taire toute opposition progressiste aux fondamentalistes islamiques. De nombreux membres de la gauche iranienne ont acclamé la prise de contrôle de l'ambassade et l'ont qualifiée d'acte anti-impérialiste.

À ce stade, l'opposition déployait encore quelques efforts, mais elle faisait l'objet d'attaques de plus en plus virulentes. Les journaux critiques sont fermés et il devient de plus en plus difficile de tenir des réunions dans les universités. À la fin du mois de juin 1981, le gouvernement a utilisé l'explosion d'une bombe organisée par les Mojahedeen Khalq, au siège du Parti républicain islamique d'Iran, le 28 juin 1981, comme prétexte pour lancer une répression sanglante contre toute opposition. Les Moujahidin Khalq étaient des disciples d'Ali Shariati, un

penseur islamique décédé qui avait tenté de combiner l'islam et certains aspects du socialisme étatique. Le gouvernement a profité de l'explosion de cette bombe pour réprimer la gauche.

La guerre Iran-Irak a commencé en septembre 1980. L'Irak de Saddam Hussein a attaqué l'Iran à l'automne 1980 et l'Iran a profité de cette occasion pour promouvoir cette mentalité: «Nous sommes en guerre, nous sommes attaqués, nous devons donc tous nous rassembler autour de la République islamique et n'accepter aucune opposition, et si nous critiquons le gouvernement, nous aiderons l'ennemi irakien». Au moins un demi-million de personnes ont été tuées des deux côtés pendant la guerre et des millions ont été blessées. Au printemps 1981, l'Irak était prêt à mettre fin à la guerre, mais Khomeini et le gouvernement iranien n'ont pas accepté. Ils ont insisté pour que la guerre se poursuive pendant huit ans afin de promouvoir le fondamentalisme religieux et de détourner l'attention de la contre-révolution interne en Iran. La guerre n'a pris fin qu'en août 1988, lorsque l'Iran était complètement ruiné, et Khomeini a finalement accepté un cessez-le-feu.

Tous ces éléments ont contribué à consolider la contre-révolution. Que s'est-il passé alors que la guerre se terminait? Au cours de l'été 1988, il y a eu une nouvelle vague d'exécutions de prisonniers politiques: militants de gauche et moudjahidines, y compris des femmes. L'ayatollah Khomeini a ordonné ces exécutions, qu'Amnesty International estime à 5 000.

Après la fin de la guerre, certaines femmes se sont efforcées de se réunir pour discuter chez elles. Je parle de femmes politiques, de femmes qui avaient survécu aux assauts de la contre-révolution, de femmes qui avaient survécu à la guerre. Qu'en est-il des droits des femmes en général? D'une part, la République islamique a réprimé les droits des femmes et les a obligées à porter le hijab. D'autre part, après la guerre, l'État a utilisé une partie des revenus de l'industrie pétrolière pour construire des infrastructures, notamment des universités. La République islamique a autorisé les femmes à fréquenter les universités, à condition qu'elles portent le hijab et qu'elles se soumettent à toutes les restrictions du système éducatif. C'était un

moyen pour les femmes de sortir de chez elles, et les femmes qui, auparavant, n'avaient pas été autorisées à poursuivre leurs études en raison de leurs familles traditionnelles, ont pu aller à l'université. Comme il s'agissait d'universités islamiques, les familles avaient le sentiment que leurs valeurs n'étaient pas menacées.

Comment le paysage actuel des luttes en Iran a-t-il été créé par les précédentes protestations politiques et socio-économiques des années 2000? Quel était le contexte local et mondial de ces luttes?

Tout ce dont j'ai parlé précédemment a conduit à une situation dans laquelle, dans les années 2000, nous avons plus d'étudiantes que d'étudiants à l'université. Au début des années 2010, 60 % des étudiants universitaires étaient des femmes. C'était un résultat inattendu de l'islamisation. Par ailleurs, si la République islamique a retiré aux femmes les droits dont elles jouissaient sous la monarchie, elle a accordé certains droits aux femmes qui étaient prêtes à suivre l'islamisme et à promouvoir son idéologie et son système d'organisation. Les femmes étaient des citoyennes de seconde zone et elles devaient se couvrir, mais en même temps, si une femme suivait le système, celui-ci lui facilitait la vie. Il lui permettait de travailler, de promouvoir le travail organisationnel islamiste.

De nombreux enfants et petits-enfants de ces femmes se sont aujourd'hui retournés contre la République islamique et font partie du mouvement «Femme, vie, liberté». De nombreuses femmes sont allées à l'université, sont plus ouvertes sur le monde et ont accès à l'internet. L'Iran est devenu plus alphabétisé après la révolution, du simple fait que ces universités et ces écoles ont été construites et que davantage de personnes ont été alphabétisées. Outre l'accès à l'internet, le développement des traductions a constitué une autre évolution très importante. Pour la gauche, celle qui a survécu, l'une des façons de contribuer était de traduire des textes de l'anglais, de l'allemand et du français. Des textes philosophiques, politiques et féministes étaient traduits. Certains étaient publiés de manière partiellement censurée, d'autres dans la clandestinité. J'ai moi-même participé à la cotraduction de

quatre livres de philosophie sociale et politique, dont les œuvres de Raya Dunayevskaya, philosophe marxiste-humaniste d'origine ukrainienne. Ces livres ont été traduits en collaboration avec des collègues en Iran. Il s'agit de développements contradictoires : D'un côté, des agressions contre les femmes, de l'autre, des développements inattendus qui, d'une certaine manière, ont ouvert des portes aux femmes. Et c'est sur cela que les femmes s'appuient aujourd'hui.

Nous avons eu la campagne «Un million de signatures» en 2006-2007. Les militantes essayaient de recueillir un million de signatures pour mettre fin aux lois discriminatoires à l'encontre des femmes et pour exiger le respect des droits fondamentaux. Des droits tels que le divorce, la garde des enfants, le droit de voyager et de travailler. Cette campagne a été interrompue par le gouvernement et a contraint certaines de ses organisatrices à l'exil. Ensuite, nous avons eu le Mouvement vert, qui était un mouvement réformiste protestant contre l'élection présidentielle frauduleuse de 2009. Cette élection frauduleuse a porté au pouvoir un homme populiste et fondamentaliste religieux nommé Mahmoud Ahmadinejad. Le Mouvement vert était un mouvement de masse. Il était essentiellement urbain, mais il comptait des millions de partisan-es. Il a été écrasé et les personnes qui ont remporté les élections en 2009 ont été assignées à résidence.

En 2017, un soulèvement de masse a eu lieu contre le gouvernement. Pour la première fois depuis 1979, les manifestations de masse n'étaient pas seulement urbaines, mais aussi rurales. La participation de la classe ouvrière a été très forte et les manifestant-es ont exigé non seulement des réformes, mais aussi le renversement du régime. Elles et ils ont également demandé la fin des interventions impérialistes de l'Iran dans la région : Liban, Irak et Syrie. Elles et ils ont demandé la fin de la République islamique. C'était une nouvelle étape. Au même moment, nous avons eu le mouvement des femmes qui se déplaçaient, se mettaient sur des poteaux électriques, enlevaient leur hijab et se prenaient en photo. Le jour où une femme a enlevé son hijab sur un poteau électrique de l'avenue de la Révolution à Téhéran, c'était la veille du début du soulèvement de 2017.

En 2019, un autre soulèvement de masse a eu lieu, réclamant à nouveau la fin de la République islamique et de ses interventions impérialistes. En 2017 et 2019, les revendications ne portaient plus sur des réformes, mais sur le renversement de la République. Le soulèvement de 2019 a également été écrasé. Dans chaque cas, des milliers de personnes ont été arrêtées, beaucoup ont été tuées, beaucoup ont disparu, beaucoup sont encore en prison.

Le dernier soulèvement en date est bien sûr le mouvement «Femme, vie, liberté», qui a vu le jour en septembre 2022, alors que le gouvernement avait commencé à intensifier ses attaques contre les femmes qui portaient le hijab de manière lâche. Mahsa Zhina Amini, une jeune femme kurde en visite à Téhéran, a été arrêtée parce qu'elle ne portait pas son hijab «correctement». Elle a été violemment battue en garde à vue et est décédée à l'hôpital. Elle n'est pas la seule à avoir été arrêtée et battue, voire à être décédée, pour n'avoir pas porté son hijab «correctement», mais elle est devenue un symbole du mouvement.

Frieda Afary est une militante féministe socialiste irano-américaine, traductrice et écrivaine. Elle est bibliothécaire à Los Angeles. En 2022, son livre *Socialist Feminism: A New Approach* a été publié par Pluto Press. En français, on peut lire :

« Les syndicats iraniens dans les mobilisations », <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2023/02/15/les-syndicats-iraniens-dans-les-mobilisations/>

« L'Iran manifeste contre le hijab obligatoire et la violence d'État », <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2022/09/26/liran-manifeste-contre-le-hijab-obligatoire-et-la-violence-detat/>

Avec Kevin Anderson : « Femme, vie, liberté : les origines du soulèvement en Iran », <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2022/12/12/femme-vie-liberte-les-origines-du-soulevement-en-iran/>

Entretien avec par Oksana Dutchak et publié par la revue ukrainienne *Commons*.

La rébellion iranienne, le rôle de la Russie et la responsabilité des intellectuels

Frieda Afary

Quelle est la relation entre les revendications féministes, politiques et socio-économiques dans la dernière vague de protestations ?

Il y a beaucoup de colère non seulement parmi les femmes contre le hijab obligatoire, mais aussi de la part de la grande majorité de la population dans son ensemble qui ne pense plus que le hijab devrait être obligatoire. Les gens sont également en colère à cause de la crise économique et de la famine à laquelle ils sont confrontés, car ils ne sont pas en mesure de fournir à leurs familles suffisamment de nourriture, de vêtements, de logements et de soins de santé. Les minorités nationales telles que les Kurdes, les Arabes et les Baloutches font l'objet d'une discrimination de la part de l'État. Mahsa Amini était une femme kurde et elle est devenue le symbole de l'insatisfaction et de la souffrance des femmes en Iran depuis plus de 40 ans. En 2022, des manifestations ont eu lieu à Téhéran, au Kurdistan et dans tout le pays pour protester contre le hijab imposé. Les gens ne demandaient pas seulement la fin du hijab obligatoire. Ils demandaient également la fin de la République islamique, la fin de la brutalité de l'État et de la police, la fin des arrestations, la fin de la violence sexiste, de la répression et de la tyrannie.

Les personnes qui participent à ce mouvement actuel sont très jeunes. La majorité des manifestants du mouvement «Femme, vie, liberté» ont entre 15 et 19 ans. Il s'agit de lycéen·es, d'étudiant·es et de nombreux jeunes hommes et femmes au chômage. C'est un facteur très important : ce sont des jeunes. L'autre facteur très important est qu'il s'agit de jeunes qui sont connecté·es au monde par l'intermédiaire d'Internet et qui ont certaines attentes quant à leur avenir qui ne sont pas satisfaites.

Les manifestations les plus récentes ne concernaient pas seulement les droits des femmes et la lutte contre la dictature conservatrice, mais soulevaient également la question des droits des minorités ethniques. Pourriez-vous nous en dire plus à ce sujet ?

Mahsa Zhina Amini était kurde, ce qui souligne le fait que les Kurdes sont une minorité nationale dont les droits ont été bafoués. Les minorités nationales en Iran comprennent également les Arabes dans le sud du pays et les Baloutches dans le sud-est de l'Iran, à la frontière avec le Pakistan. Il y a aussi les Turkmènes et les Azéris. De toutes les minorités nationales que j'ai mentionnées, les Azéris sont mieux intégrés dans le système. Il y a eu un certain nombre d'Azéris très influents dans l'histoire iranienne et au sein de la République islamique. En ce qui concerne les minorités nationales, des droits très fondamentaux leur ont été refusés, comme le droit d'utiliser leur langue comme langue d'enseignement et comme langue de l'administration, le droit de contrôler les ressources dans les régions où elles vivent - comment elles sont utilisées, quel est l'impact sur l'environnement, qu'advient-il des bénéfices. Telles sont les principales revendications - elles veulent le respect de leur culture, le droit de parler leur langue, le droit de contrôler leurs ressources et le droit de ne pas faire l'objet de discriminations. Elles ne demandent pas la séparation, mais elles veulent un système fédéraliste qui permettrait un certain niveau d'autonomie dans leurs régions.

L'un des problèmes soulevés contre l'autonomie est que la région où vivent la plupart des Kurdes, dans le Nord-Ouest, compte également beaucoup d'Azéris, et qu'il y a eu des conflits entre les Kurdes et les Azéris. Par exemple, on dit qu'en cas de fédéralisme, comment gérer le conflit entre

les Kurdes et les Azéris? Mais je pense que les Kurdes et les Azéris ont fait valoir que ces questions pouvaient être résolues, parce que le principal problème est qu'iels veulent être respecté-es, qu'iels veulent que leurs langues soient développées et qu'iels veulent un contrôle équitable des ressources.

Quelle est l'importance de l'élément nationaliste (kurde, sunnite/baloutche) dans les manifestations de 2022-2023? La résistance de la société ukrainienne a souvent été rejetée par certains dans la gauche mondiale comme contenant de nombreux éléments de droite et conservateurs. Existe-t-il de tels éléments dans la résistance iranienne?

Il existe différentes tendances au sein des partis kurdes iraniens, dont certains ont formé des alliances avec d'autres puissances de la région. Toutefois, l'élément progressiste et le désir d'un système fédéraliste viable en Iran sont très forts chez les Kurdes iraniens. Les éléments conservateurs et misogynes au sein de la direction baloutche ont été fortement critiqués par l'organisation féministe baloutche, Dasgoharan. Il existe également des éléments nationalistes conservateurs au sein de la population azérie et arabe. Toutefois, la majorité des minorités nationales

iraniennes ne sont pas intéressées par le séparatisme.

Le nationalisme persan est très fort en Iran. Par exemple, Reza Pahlavi, le fils du roi déchu Mohammad Reza Pahlavi, a tenté de créer une alliance et de se présenter comme l'alternative pour accéder au pouvoir. Il a pu obtenir le soutien de Shirin Ebadi, la féministe iranienne qui a reçu le prix Nobel en 2004. Il a également reçu le soutien d'un leader kurde qui représente l'un des partis politiques kurdes, et d'un activiste bien connu de l'organisation des familles des personnes tuées dans l'avion ukrainien abattu par la République islamique en 2020. Cependant, il semble que l'alliance de Reza Pahlavi se désagrège en raison de ses pratiques autoritaires.

Nous avons également le nationalisme iranien des intellectuel·les iraniens qui ne sont pas monarchistes, mais qui veulent un Iran unifié. Iels sont très attachés à la promotion de la culture/langue persane et s'opposent à l'idée de promouvoir différentes langues. Iels affirment que cela conduira au séparatisme. Iels constituent un élément très fort de la société iranienne, qu'il ne faut pas négliger.

Ensuite, il y a bien sûr la République islamique elle-même, qui a la capacité de se



débarrasser de son aspect fondamentaliste religieux et de devenir un État autoritaire laïque comme le régime d'Assad en Syrie. C'est une autre possibilité, qui serait également très basée sur le nationalisme perse/chiite. Ce sont toutes des possibilités très dangereuses.

Ces éléments nationalistes dans la société et les manifestations iraniennes ont-ils une influence sur la solidarité des mouvements féministes et de gauche dans le monde ? Y a-t-il des gens dans d'autres pays qui disent qu'ils ne peuvent pas soutenir les manifestations en Iran parce qu'il y a des nationalistes dans le mouvement iranien ?

C'est une très bonne question. Heureusement, les militant·es iraniens·es font beaucoup d'efforts pour se concentrer sur le fait qu'ils sont contre l'impérialisme occidental, pour les droits du travail et pour les droits des femmes. C'est pourquoi cet élément de nationalisme de droite, même s'il est présent et très dangereux, n'est toujours pas utilisé par la gauche occidentale pour dénigrer le mouvement iranien en ce moment.

Quelles sont, selon vous, les principales menaces qui pèsent actuellement sur le mouvement progressiste en Iran ? Y a-t-il des menaces à l'intérieur de la dynamique du mouvement ?

Je pense que les menaces extérieures sont certainement énormes. Le gouvernement lui-même et sa machine répressive qui est très puissante, et qui reçoit le soutien de la Russie et de la Chine. Poutine a même proposé d'envoyer des troupes en Iran peu après l'apparition du mouvement «Femme, vie, liberté» à l'automne 2022. Et je me demande si la Chine va envoyer des troupes en Iran pour défendre le gouvernement ? La Russie enverra-t-elle des troupes en Iran à un moment ou à un autre ? C'est une préoccupation majeure, sans parler de la puissance militaire du régime lui-même.

Sur le plan intérieur, je pense que le nationalisme iranien des monarchistes et des nationalistes laïques constitue une menace. Je dirais même que les nationalistes laïques sont encore plus menaçants que les monarchistes.

S'il n'y a pas de reconnaissance des droits des minorités nationales, pas de système

alternatif qui prenne en compte les droits de toutes et en particulier des femmes et les préoccupations environnementales au sein de chaque identité nationale, il pourrait y avoir des combats entre les différentes régions du pays.

Quel est le programme positif de la résistance iranienne ? Quels sont les points négociés et quel est le cours de son développement en général ?

J'ai essayé de résumer la vision positive qui a été exposée par les militantes féministes iraniennes au cours des derniers mois dans mon article [«This International Women's Day, Iranian Feminists Are at the Front Lines»](#) (Cette journée internationale de la femme, les féministes iraniennes sont en première ligne). Cet article s'appuie sur la Déclaration des revendications minimales des syndicats iraniens indépendants et des organisations de la société civile. Cette déclaration a été publiée le 14 février et a été approuvée par les principaux groupes progressistes, syndicaux, de défense des droits des femmes et de certaines minorités nationales du pays. La déclaration dit ceci :

Les manifestations fondamentales qui ont éclaté aujourd'hui, organisées par les femmes, les étudiant·es des universités et des lycées, les enseignant·es, les travailleurs et les travailleuses, les personnes en quête de justice, les artistes, les homosexuel·les, les écrivain·es et la majorité du peuple opprimé d'Iran, lieu après lieu, du Kurdistan aux provinces du Sistan et du Baloutchistan, ont attiré un niveau de soutien international sans précédent. Ces manifestations s'opposent à la misogynie, à la discrimination fondée sur le sexe, à l'insécurité économique permanente, à l'asservissement de la main-d'œuvre, à la pauvreté, à la misère, à l'oppression de classe et à l'oppression fondée sur la nationalité et la religion. Il s'agit d'une révolution contre toute forme de dictature religieuse ou laïque qui nous a été imposée, à nous, la majorité du peuple iranien, au cours du siècle dernier.

Ce texte appelle à «la déclaration immédiate de l'égalité complète des droits des

femmes et des hommes dans tous les domaines politiques, économiques, sociaux, culturels et familiaux. L'abrogation inconditionnelle de toutes les lois discriminatoires à l'encontre des identités et orientations sexuelles et de genre. La reconnaissance de la communauté arc-en-ciel "LGBTQ+". La dépénalisation de toutes les identités et orientations sexuelles. L'adhésion inconditionnelle aux droits des femmes à contrôler leur propre corps et leur avenir et la prévention de l'application du contrôle patriarcal».

Par la suite, un groupe de militantes iraniennes des droits des femmes en Iran, dont la plupart avaient également participé à la rédaction de la déclaration précédente, a publié une déclaration à l'occasion de la Journée internationale de la femme, dans laquelle elles soulignent que la discrimination fondée sur le sexe est enracinée dans la poursuite du patriarcat capitaliste. Elles ont également confirmé un grand nombre des demandes formulées dans la déclaration des revendications minimales et affirment que le mouvement actuel est allé au-delà de la simple demande au gouvernement. Elles contestent toutes les institutions du pouvoir, qu'il s'agisse de la République islamique ou de la monarchie. Elles recherchent également des changements radicaux et structurels, notamment le droit de choisir sa tenue vestimentaire, un salaire décent, des droits complets en matière de reproduction et d'avortement, une éducation et des soins de santé gratuits, ainsi que la prise en charge des personnes âgées et des personnes handicapées.

Sur la base de ces déclarations, je dirais que si ce mouvement réussit avec ces militantes à sa tête, il peut être extraordinaire. Mais le problème est que les personnes et les organisations qui ont publié ces déclarations n'ont pas précisé par quels moyens cela se produira. Je suis sûr qu'elles y travaillent en ce moment même en Iran, parce qu'elles doivent le faire dans la clandestinité et que nous n'en connaissons pas tous les détails. Mais il est clair que cela ne peut se faire que si les activistes iraniens tendent activement la main à la solidarité avec les pays où l'Iran intervient militairement et politiquement. Il s'agit de l'Ukraine, de la Syrie, du Liban, de l'Irak, du Yémen et de l'Afghanistan. La dirigeante féministe iranienne Nasrin Sotoudeh

a publié une déclaration de solidarité avec les Ukrainiens en mars 2022, juste après que la Russie a lancé son invasion à grande échelle.

Ces revendications semblent constituer un grand pas en avant pour la société iranienne. Dans quelle mesure sont-elles soutenues en masse, même au sein de cette mobilisation de masse, qui était assez désordonnée et très diverse ? Dans quelle mesure la déclaration sur les droits des LGBTIQ+ est-elle soutenue par le grand public ou au moins par les partisanes du mouvement ?

Je pense qu'il y a une plus grande ouverture d'esprit, surtout parmi la jeune génération. Mais je ne sais pas dans quelle mesure la société dans son ensemble soutiendrait des droits légaux pour la communauté LGBTIQ+. Mais je pense que le fait que certaines organisations syndicales aient approuvé la déclaration est très important, et certaines des organisations signataires représentent des couches très profondes de la société. On m'a dit que le syndicat des travailleurs du bus n'avait d'abord pas accepté de soutenir la déclaration en février, mais qu'il avait changé d'avis quelques mois plus tard. C'est un très bon signe ! Ceux qui ont signé la déclaration du 14 février 2023 ne sont pas qu'une bande d'intellectuelles. La société iranienne est vraiment en train de vivre des transformations majeures au niveau de la base, ce qui est très inspirant. Nous verrons bien. Je suis pleine d'espoir, mais je suis aussi très prudente.

Le régime fondamentaliste islamique et son oppression des femmes ont souvent été présentés comme quelque chose d'«orientaliste», de «religieux» et de «non moderne», par opposition aux sociétés «occidentales», «laïques» et «modernes» présumées progressistes. Quel est le rôle politique de cette dichotomie et comment les mouvements progressistes doivent-ils la surmonter ?

Ce qui se passe en Occident avec l'attaque contre les droits des femmes et les droits à la reproduction et à l'avortement montre vraiment qu'on ne peut pas dire que l'Occident s'occupe des droits des femmes et que l'Orient s'occupe de l'oppression des femmes. Nous assistons à un niveau incroyable de régression en matière de droits

des femmes en Occident même. N'oublions pas non plus qu'en août 2021, l'impérialisme américain a conclu un accord avec les talibans après vingt ans d'occupation de l'Afghanistan, et leur a rendu le pouvoir, ce qui montre à quel point le gouvernement américain se soucie peu des droits des femmes.

Aujourd'hui, ce sont les femmes iraniennes qui mènent la cause du féminisme, tandis que la plupart des féministes américaines se contentent d'appeler à voter pour les démocrates et à modifier la composition des assemblées législatives des États, une réponse défensive qui est nécessaire dans l'immédiat pour maintenir les droits dont nous disposons, mais qui est totalement insuffisante et n'aborde pas la relation entre le patriarcat, le capitalisme et le racisme. Les féministes noires aux États-Unis sont les plus tournées vers l'avenir. Elles ont créé le mouvement pour la justice reproductive qui réclame non seulement le droit de choisir, mais aussi le droit à une existence digne, ce qui inclut les soins de santé, l'éducation et le logement. Les féministes noires des États-Unis font également partie des responsables et des penseuses du mouvement abolitionniste des prisons.

Au lieu de parler de la dichotomie entre l'Ouest et l'Est, nous devons parler de l'assaut contre les progrès en matière de genre à l'échelle mondiale, qui est l'une des caractéristiques de l'autoritarisme capitaliste du 21^e siècle.

Avec les récentes attaques directes contre les droits des femmes dans de nombreuses régions du monde, cette dichotomie civilisationnelle pourrait être remise en question et se transformer en un continuum d'oppressions, causées par des facteurs connexes. Pensez-vous que les racines de ces niveaux et systèmes d'oppression très différents sont liées? Ou existe-t-il des facteurs distincts, enracinés dans la religion (soit islamique ou chrétienne, soit juive ou hindoue), qui contribuent aux systèmes les plus oppressifs?

Je dirais les deux. Nous souffrons de systèmes d'oppression apparentés - capitalisme, patriarcat, racisme - et nous avons également des facteurs distinctifs dans chaque pays, liés à la religion et à la culture, ainsi qu'à l'évolution historique, qui font que nous

ressentons ces symptômes d'oppression apparentés parfois de manière différente.

Ces dernières années, nous avons assisté à des soulèvements contre l'autoritarisme, avec des femmes en première ligne ou très activement impliquées, que ce soit en Iran ou en Ukraine, au Myanmar ou au Soudan, ou encore dans le cadre du mouvement Black Lives Matter aux États-Unis. Nous avons assisté à la montée en puissance du mouvement MeToo, qui s'attaque aux violences sexuelles. Ce mouvement a montré que même dans un capitalisme avancé, les femmes les plus prospères ne sont pas à l'abri des violences sexuelles. Pourtant, l'effort d'organisation du mouvement MeToo n'est pas allé au-delà de la dénonciation d'individus ou de la prise en charge de survivantes individuelles. Je pense que si le mouvement MeToo veut relever ce défi, il doit s'attaquer aux viols de masse en Ukraine, aux massacres de femmes par les talibans en Afghanistan ou aux viols de masse des femmes au Soudan. C'est vraiment là que le mouvement MeToo devrait se situer. Sinon, nous restons au niveau des cas individuels.

Dans les pays du Sud, la Russie est souvent perçue à travers le prisme du soutien de l'URSS aux mouvements anticoloniaux. Il est souvent ignoré ou dévalorisé que la Russie n'est pas l'URSS, que l'Ukraine faisait également partie de l'URSS et qu'il existe une différence radicale entre l'URSS et la Russie de Poutine. L'impérialisme russe et soviétique est souvent ignoré. Au début du 20^e siècle, la Grande-Bretagne et l'empire russe se sont partagé l'Iran en fonction de leurs sphères d'influence. Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'URSS et la Grande-Bretagne ont occupé l'Iran et l'URSS a essayé d'obtenir des concessions pétrolières après la guerre. Comment cette histoire est-elle rappelée et reflétée dans l'Iran d'aujourd'hui? Comment l'URSS et la Russie sont-elles perçues par la société en général et par les mouvements progressistes?

La Russie n'est pas perçue avec bienveillance. Comme vous l'avez mentionné, au 19^e siècle, nous avons eu les traités de Turkmenchay et de Goulistan par lesquels la Russie s'est emparée de certaines des terres qui sont actuellement considérées comme le Caucase et l'Asie centrale et qui faisaient

partie de l'Iran à l'époque. Ensuite, pendant la révolution constitutionnelle iranienne de 1906-1911, la Russie a joué un rôle très contre-révolutionnaire: Elle a bombardé le Parlement iranien et exécuté certains des dirigeants qui représentaient le mouvement constitutionnel et voulaient mettre en place des réformes. Le parti Tudeh, soutenu par l'URSS, a eu un impact très fort sur les intellectuel·les iraniens pendant de nombreuses années. De nombreux intellectuel·es iraniens étaient favorables au stalinisme et, plus tard, au maoïsme.

Comme je l'ai mentionné précédemment, cet héritage stalinien a eu des conséquences terribles pour l'Iran car, pendant la révolution, la majorité des intellectuel·les de gauche affirmaient que l'ennemi principal était l'impérialisme américain et qu'il fallait donc être plus doux avec le fondamentalisme islamique. Bien sûr, nous avons vu ce que cela a donné. Le parti Tudeh a prôné le soutien aux islamistes jusqu'en 1983, date à laquelle leurs dirigeants ont été arrêtés et certains exécutés. La Russie vend des armes et des centrales nucléaires à l'Iran depuis une trentaine d'années. Même sous le Shah, il existait des relations. Toutefois, avec la République islamique, la Russie est devenue un allié majeur. L'Iran vend désormais des drones et des missiles à la Russie pour bombarder l'Ukraine et construit une usine de drones près de Moscou. Toutes ces questions font de la relation entre l'Iran et la Russie un sujet très important.

La majorité du public iranien voue une haine certaine à la Russie et à Poutine, et soutient les Ukrainien·nes. En ce qui concerne la gauche iranienne, malheureusement, beaucoup d'entre eux continuent à penser que la guerre en Ukraine a été déclenchée par l'OTAN et que si la lutte des Ukrainien·es pour l'autodétermination était soutenue, cela équivaldrait à défendre l'OTAN. Mais encore une fois, ce n'est pas un point de vue monolithique. Il y a quelques mois, trois membres de la gauche ont été interviewés par le rédacteur en chef du site web de gauche iranien *Critique of Political Economy*. L'un d'entre elles/eux, Kamran Matin, un intellectuel kurde, a fermement soutenu la lutte ukrainienne pour l'autodétermination et a complètement remis en question la thèse selon laquelle la guerre a été déclenchée par



l'OTAN et que si nous soutenons l'Ukraine, cela équivaudrait à ne pas critiquer l'OTAN. Les deux autres, Saeed Rahnema et Yasmine Mather, avaient un point de vue différent.

Le soulèvement ukrainien de Maïdan en 2014 a été suivi par l'annexion de la Crimée par la Russie et par la guerre qui a commencé dans la partie orientale du pays, ainsi que par une politique néolibérale prédatrice promue par le nouveau gouvernement ukrainien. Cela a poussé certaines parties du mouvement de gauche dans l'espace post-soviétique à suivre l'idée que ce type de soulèvement populaire contre un régime autoritaire n'est pas bon et qu'il faut s'en tenir éloigné. Dans le cas de la Biélorussie, par exemple, lorsqu'il y a eu une grande manifestation à l'été 2020, une partie de la gauche post-soviétique a dit : nous ne pouvons pas soutenir cela parce que cela mènera au néolibéralisme et à la guerre. Y a-t-il quelque chose de similaire en ce qui concerne le printemps arabe ? Comment la gauche ou certaines sections de la gauche le reflètent-elles dans la région ? Existe-t-il un fantôme du printemps arabe ?

En Iran, ces dernières années, de nombreux intellectuels disaient : « Oh, si nous lançons un mouvement et appelons à la fin de la République islamique au lieu de passer par des réformes, cela ne fera qu'entraîner des troubles et un autre Printemps arabe raté. » Mais en fin de compte, les jeunes qui ont lancé le mouvement « Femme, vie, liberté » n'ont pas eu peur et ont dit « Non, nous voulons une révolution. Les réformes ne suffisent pas ». Je ne pense donc pas que l'expérience du Printemps arabe empêchera les gens de vouloir une transformation révolutionnaire. Mais ce qui me préoccupe, c'est que les intellectuel·les ne font pas vraiment leur travail. Il ne suffit pas d'écrire des livres et des articles. Nous devons parler du lien entre les idées libératrices et la forme et le contenu des organisations, ainsi que de la nécessité d'avoir des organisations dans lesquelles les gens apprennent à devenir des individus critiques. Pour moi, c'est la responsabilité la plus importante des intellectuels.

Que pensez-vous de la dynamique du mouvement progressiste, de gauche et féministe mondial au cours des dernières décennies et plus particulièrement aujourd'hui,

face à des développements mondiaux extrêmement difficiles ?

Je suis assez inquiète. Après l'effondrement de l'Union soviétique, il y avait tant d'espoir de voir l'effondrement de la gauche stalinienne et maoïste et la montée d'une gauche sociale sérieuse et réfléchie à l'échelle mondiale. Dans certains endroits, des efforts importants ont été déployés, mais je pense que, dans l'ensemble, cela ne s'est pas produit. Ce n'est pas seulement que la gauche occidentale se concentre principalement sur la lutte contre l'impérialisme américain. Il semble aussi qu'en général, certains à gauche ne peuvent pas rester indépendants de tous les pôles du capital. Ils sont aspirés par l'un ou l'autre de ces pôles.

Beaucoup de gens espéraient beaucoup du Printemps arabe, mais il s'est transformé en désastre, en partie à cause du sexisme interne et de la discrimination contre les minorités, et en partie à cause de la réduction de l'anticapitalisme à une simple opposition à Wall Street ou à la défense d'une forme de capitalisme d'État. Le printemps arabe s'est également effondré parce que le soulèvement syrien n'a pas reçu le soutien dont il avait besoin pour lutter contre le régime brutal d'Assad. Une fois de plus, ce discours sur « l'impérialisme anti-américain » a incité de nombreuses personnes de gauche à soutenir le régime d'Assad.

En ce qui concerne les femmes et le féminisme, je garde beaucoup d'espoir grâce aux soulèvements que nous avons vus émerger ces dernières années, notamment en Ukraine, en Iran, au Soudan et au Myanmar. Dans tous ces cas, les femmes sont activement impliquées et, dans certains cas, en première ligne. Mais le féminisme n'est pas non plus à l'abri de l'attraction des pôles du capital. Dans mes écrits et mon activisme, j'essaie de rassembler les féministes qui veulent vraiment assumer la responsabilité des défis auxquels nous sommes confrontés, en essayant de faire le travail philosophique et organisationnel pour développer une alternative. Je dois avoir de l'espoir, car sinon, je ne vois pas comment nous pourrions arriver à quelque chose.

Entretien avec par Oksana Dutchak et publié par la revue ukrainienne [Commons](#).

L'ascension de la Chine comme puissance mondiale

Entretien avec Au Loon Yu

L'essor rapide de la Chine comme nouveau centre de l'accumulation capitaliste l'entraîne vers une confrontation avec les États-Unis. Et son émergence comme nouvelle puissance mondiale, en dépit de la persistance de certaines faiblesses, traduit les grandes ambitions du clan Xi Jinping, nourries au nationalisme réactionnaire. Les travailleurs chinois et américains ont un intérêt commun à s'opposer aux visées impériales de ces deux superpuissances.

L'une des évolutions les plus importantes au cours des dernières décennies a été l'émergence de la Chine en tant que nouvelle puissance du système mondial. Comment cela s'est-il produit ?

La montée en puissance de la Chine est le résultat d'une combinaison de facteurs depuis la réorientation de sa production vers le capitalisme mondial dans les années 1980. Premièrement, contrairement au bloc soviétique, la Chine a trouvé un moyen de tirer profit de son héritage colonial, ce qui est une ironie historique. La Grande-Bretagne contrôlait Hong Kong jusqu'en 1997, le Portugal contrôlait Macao jusqu'en 1999 et les États-Unis continuent d'utiliser Taïwan comme protectorat. Ces colonies et protectorats ont relié la Chine à l'économie globale avant même son entrée totale dans le système mondial.

À l'époque de Mao, Hong Kong fournissait environ un tiers des devises étrangères de la Chine. Sans Hong Kong, la Chine n'aurait pas pu importer autant de technologie. Après la fin de la Guerre froide, sous le règne de Deng Xiaoping, Hong Kong a été très importante pour la modernisation de la Chine. Deng a utilisé Hong Kong pour obtenir encore plus

d'accès aux devises étrangères, pour importer toutes sortes de choses, y compris de la haute technologie, et pour tirer profit de sa main-d'œuvre qualifiée, comme les professionnels du management.

En ce qui concerne Macao, la Chine l'a d'abord utilisé comme un endroit idéal pour la contrebande de marchandises vers la Chine continentale, profitant de l'application notoirement laxiste de la loi dans cette île. Et puis la Chine a utilisé la ville casino comme une plateforme idéale pour l'importation et l'exportation de capitaux. Taïwan était très importante non seulement en termes d'investissements en capital, mais surtout à long terme en termes de transfert de technologie, en premier lieu dans l'industrie des semi-conducteurs. Les investisseurs taïwanais et de Hong Kong ont également été l'une des principales raisons de la croissance rapide des provinces chinoises de Jiangsu, Fujian, Guangdong.

Deuxièmement, la Chine possédait ce que le révolutionnaire russe Léon Trotsky appelait le « privilège du retard historique ». Le Parti communiste de Mao a profité du passé précapitaliste du pays. Il a hérité d'un État absolutiste fort qu'il allait réorganiser et utiliser pour son projet de développement économique national. Il a aussi profité d'une paysannerie précapitaliste atomisée, habituée à l'absolutisme depuis 2000 ans, pour en extraire le travail en vue d'une accumulation dite primitive de 1949 à la décennie 1970.

Plus tard, à partir des années 1980, l'État chinois a transféré cette main-d'œuvre des campagnes vers les grandes villes pour la faire travailler comme main-d'œuvre bon marché dans les zones franches d'exportation. Ils ont fait travailler ainsi près de 300 millions de migrants ruraux, tels les esclaves des ateliers clandestins. Ainsi, l'arriération



des relations absolutistes de l'État et des classes en Chine offrait à la classe dirigeante chinoise des avantages pour développer à la fois le capitalisme d'État et le capitalisme privé.

Le retard de la Chine lui a également permis de franchir les étapes du développement en remplaçant les moyens et méthodes archaïques par des moyens et méthodes capitalistes avancés. L'adoption par la Chine de la haute technologie dans les télécommunications en est un bon exemple. Au lieu de suivre chaque étape des sociétés capitalistes plus avancées, en commençant par l'utilisation des lignes téléphoniques pour la communication en ligne, la Chine a installé le câble à fibre optique dans tout le pays presque d'un seul coup.

Les dirigeants chinois étaient très désireux de moderniser leur économie. D'une part, pour des raisons défensives: ils voulaient s'assurer que le pays ne serait pas envahi et colonisé, comme il le fut il y a cent ans. D'autre part, pour des raisons offensives: le Parti communiste veut rétablir le statut de grande puissance de la Chine, la tradition

de sa dynastie dite céleste. En raison de tous ces facteurs, la Chine a accompli une modernisation capitaliste qui a pris cent ans dans d'autres États.

La Chine est aujourd'hui la deuxième plus grande économie du monde. Mais c'est contradictoire. D'une part, de nombreuses multinationales sont responsables de sa croissance, soit directement, soit en sous-traitant à des entreprises taiwanaises et chinoises. D'autre part, la Chine développe rapidement ses propres industries en tant que champions nationaux dans le secteur public et privé. Quelles sont ses forces et ses faiblesses ?

Dans mon livre *China's Rise*, je soutiens que la Chine pratique deux dimensions du développement capitaliste. L'une est ce que j'appelle l'accumulation dépendante. Le grand capital étranger a investi d'énormes sommes d'argent au cours des trente dernières années, d'abord dans les industries à forte intensité de main-d'œuvre, et plus récemment dans celles à forte intensité de capital. Cela a développé la Chine, mais l'a maintenue au bas de la chaîne de valeur mondiale, même dans le secteur de la haute technologie, en tant qu'atelier clandestin mondial. Le capital chinois collecte une petite partie des bénéfices, dont la plus grande partie va aux États-Unis, en Europe, au Japon et vers d'autres puissances capitalistes avancées et leurs multinationales. Le meilleur exemple en est le téléphone portable d'Apple. La Chine se contente d'assembler toutes les pièces qui sont pour la plupart conçues et fabriquées à l'extérieur du pays.

Mais il y a une deuxième dimension, l'accumulation autonome. Depuis le début, l'État a très consciemment dirigé l'économie, financé la recherche et le développement et maintenu un contrôle indirect sur le secteur privé, qui représente maintenant plus de 50 % du PIB. Dans les hauts sommets de l'économie, l'État conserve le contrôle par l'intermédiaire des entreprises d'État. Et l'État procède systématiquement à la rétro-ingénierie pour copier la technologie occidentale et développer ses propres industries.

La Chine a d'autres avantages que d'autres pays n'ont pas; elle est énorme, non seulement par la taille de son territoire, mais aussi par sa population. Depuis les années 1990, la Chine a été en mesure d'avoir une

division du travail entre trois parties du pays. Le Guangdong a une zone franche à forte intensité de main-d'œuvre pour l'exportation. Le delta du Zhejiang est également orienté vers l'exportation, mais il est beaucoup plus riche en capital. Autour de Pékin, la Chine a développé son industrie de haute technologie, des communications et de l'aviation. Cette diversification s'inscrit dans la stratégie consciente de l'État de se développer en tant que puissance économique.

Cependant, la Chine souffre également de faiblesses. Si vous regardez son PIB, la Chine est le deuxième plus grand pays du monde. Mais si vous mesurez le PIB par habitant, c'est toujours un pays à revenu intermédiaire. On peut aussi voir des faiblesses même dans les domaines où elle rattrape les puissances capitalistes avancées. Par exemple, le téléphone mobile Huawei, devenu maintenant une marque mondiale, a été développé non seulement par ses propres scientifiques chinois, mais surtout en embauchant 400 scientifiques japonais. Cela montre que la Chine dépendait et dépend toujours fortement des ressources humaines étrangères pour la recherche et le développement.

Un autre exemple de faiblesse a été révélé lorsque la société chinoise de télécommunication, ZTE, a été accusée par l'administration Trump de violer ses sanctions commerciales contre l'Iran et la Corée du Nord. Trump a imposé une interdiction commerciale à l'entreprise, lui refusant l'accès à des logiciels de conception américaine et à des composants de haute technologie, menaçant l'entreprise de s'effondrer du jour au lendemain. Xi et Trump ont finalement conclu un accord pour sauver l'entreprise, mais la crise que ZTE a traversée démontre le problème persistant du développement dépendant de la Chine.

C'est ce problème qu'elle tente de résoudre. Sa technologie des semi-conducteurs a deux ou trois générations de retard sur celle des États-Unis. Ce pourquoi la Chine augmente considérablement les investissements dans la recherche et le développement. Pour autant, le nombre énorme des brevets chinois n'est toujours pas dans le domaine de la haute technologie, mais dans d'autres domaines. La Chine souffre donc encore d'une faiblesse technologique. Dans le domaine de l'intelligence artificielle,

en revanche, elle rattrape rapidement son retard. Ce qui préoccupe les États-Unis, non seulement en termes de concurrence économique, mais aussi militaire, où l'intelligence artificielle joue un rôle central.

En plus de ces faiblesses économiques, la Chine souffre de faiblesses politiques. Elle n'a pas de système gouvernemental qui assure une succession pacifique du pouvoir d'un dirigeant à l'autre. Deng Xiaoping avait mis en place un système de limitation des mandats et de direction collective, pour surmonter ce problème de succession. Xi a aboli ce système et rétabli la règle du dirigeant unique sans limites temporelles. Cela pourrait donner lieu à davantage de luttes fractionnelles pour la succession, déstabilisant le régime et compromettant son ascension économique.

Xi a radicalement modifié la stratégie de la Chine dans le système mondial en s'éloignant de la prudente stratégie de Deng Xiaoping et ses successeurs. Pourquoi Xi fait-il cela et quel est son programme pour que la Chine postule au rôle de grande puissance ?

La première chose à comprendre, c'est la tension au sein du Parti communiste en ce qui concerne son projet dans le monde. Le Parti communiste chinois est très contradictoire. D'une part, c'est une force de modernisation économique. D'autre part, il a hérité de très sérieux éléments de culture politique prémoderne. Ce sont les sources de conflit entre clans au sein du régime. Au début des années 1990, les échelons supérieurs de la bureaucratie discutaient de la question de savoir quelle clique de gouvernants devrait avoir le pouvoir. L'une d'entre elles est ce qu'on appelle les «sang bleu», les enfants des bureaucrates qui ont dirigé l'État après 1949, la deuxième génération rouge de bureaucrates. Ils sont fondamentalement réactionnaires. Depuis l'arrivée au pouvoir de Xi, la presse parle du retour à «notre sang», c'est-à-dire que le sang des anciens cadres se réincarne dans la deuxième génération.

L'autre clique est celle des nouveaux mandarins. Leurs pères et mères n'étaient pas des cadres révolutionnaires. C'étaient des intellectuels ou des gens qui réussissaient bien dans leurs études et qui gravirent les échelons, généralement au travers de la Ligue de la jeunesse communiste. Ce n'est pas un hasard si la direction du parti de Xi a

humilié à plusieurs reprises publiquement la Ligue ces dernières années. Le conflit entre les nobles de sang bleu et les mandarins est une nouvelle version d'un vieux modèle ; depuis 2000 ans d'absolutisme et de domination bureaucratique, il y a une tension entre de telles cliques.

Parmi les mandarins, il y en a qui viennent de milieux plus humbles, comme Wen Jiabao qui a dirigé la Chine de 2003 à 2013, et qui sont un peu plus «libéraux». À la fin de son mandat, Wen a déclaré que la Chine devrait s'inspirer de la démocratie représentative occidentale, faisant valoir que les idées occidentales comme les droits humains étaient d'une certaine manière universelles. Bien sûr, c'était surtout de la rhétorique, mais c'est très différent de Xi, qui traite avec mépris la démocratie et les prétendues «valeurs occidentales». Il a gagné dans cette lutte contre les mandarins, a consolidé son pouvoir et promet que les nobles de sang bleu régneront pour toujours. Son programme est de renforcer le caractère autocratique de l'État et d'affirmer la puissance mondiale de la Chine, parfois en défiant les États-Unis.

Mais après la crise concernant le ZTE, Xi a fait un léger repli tactique parce que cette crise a révélé les persistantes faiblesses de la Chine ainsi que le danger de se déclarer grande puissance trop vite. En fait, il y a eu une accumulation de critiques visant un des conseillers de Xi, un économiste nommé Hu Angang, qui avait fait valoir que la Chine était déjà un rival économique et militaire des États-Unis et qu'elle pouvait donc défier le leadership mondial de Washington. ZTE a prouvé le contraire. Depuis, beaucoup de libéraux se sont mis à critiquer Hu. Un érudit libéral bien connu, Zhang Weiying, dont les écrits ont été interdits l'année dernière, a été officiellement autorisé à publier son discours sur internet.

Il y avait déjà eu un vif débat parmi les spécialistes de la diplomatie. Les partisans de la ligne dure ont plaidé en faveur d'une position plus dure à l'égard des États-Unis. Les libéraux, cependant, ont fait valoir que l'ordre international est un «temple» et que tant qu'il peut s'adapter à l'essor de la Chine, Pékin devrait aider à construire ce temple plutôt que de le démolir et d'en construire un nouveau. Cette orientation diplomatique a été marginalisée lorsque Xi a choisi une

ligne plus intransigeante, mais récemment leur voix a refait surface. Depuis le conflit pour ZTE et la guerre commerciale, Xi a opéré quelques ajustements tactiques et une légère marche arrière dans ses proclamations du statut de grande puissance de la Chine.

Dans quelle mesure s'agit-il d'un repli provisoire ? En outre, comment les programmes «Chine 2025» et «Nouvelle route de la soie» influencent-ils le projet à plus long terme de Xi visant le statut de grande puissance ?

Permettez-moi de dire clairement que Xi est un «sang bleu» réactionnaire. Lui et le reste de sa clique sont déterminés à restaurer l'hégémonie du passé impérial de la Chine et à reconstruire une prétendue dynastie céleste. L'État de Xi, l'académie chinoise et les médias ont publié un grand nombre d'essais, de thèses et d'articles qui glorifient ce passé impérial pour justifier leur projet de grande puissance. Leur stratégie à long terme ne sera pas facilement découragée.

La clique de Xi est consciente qu'avant de pouvoir réaliser son ambition impériale, la Chine doit éliminer le fardeau de son héritage colonial, c'est-à-dire s'emparer de Taïwan et d'abord réaliser l'unification nationale - tâche historique du PCC. Mais cela l'amènera à entrer en conflit avec les États-Unis, tôt ou tard. Par conséquent, la question de Taïwan comporte à la fois la dimension d'autodéfense de la Chine (même les États-Unis reconnaissent que Taïwan fait «partie de la Chine») et celle de la rivalité interimpérialiste. Pour «s'unifier avec Taïwan», sans même parler d'ambition mondiale, Pékin doit d'abord surmonter ses faiblesses, en particulier dans sa technologie, son économie et son manque d'alliés internationaux.

C'est là qu'interviennent les programmes «Chine 2025» et «Nouvelle route de la soie». À travers le premier, ils veulent développer leurs capacités technologiques indépendantes et gravir les échelons de la chaîne de valeur mondiale. Ils veulent utiliser le second pour construire des infrastructures dans toute l'Eurasie conformément aux intérêts chinois. Dans le même temps, nous devons être clairs : la «Nouvelle route de la soie» est également un symptôme des problèmes de surproduction et de surcapacité de la Chine. Ils l'utilisent pour absorber toute cette capacité excédentaire. Néanmoins, ces



deux programmes sont centraux pour le projet impérialiste chinois.

Il y a eu un grand débat au sein de la gauche internationale sur la façon de comprendre l'ascension de la Chine. D'aucuns ont fait valoir qu'il s'agit d'un modèle et d'un allié pour le développement du « tiers-monde ». D'autres voient la Chine comme un État subordonné dans un empire informel américain qui dirige le capitalisme néolibéral mondial. D'autres encore la voient comme une puissance impériale montante. Quel est votre point de vue ?

La Chine ne peut pas être un modèle pour les pays en développement. Son essor est le résultat de facteurs uniques que j'ai décrits précédemment et que d'autres pays du tiers-monde ne possèdent pas. Je ne pense pas qu'il soit faux de dire que la Chine fait partie du néolibéralisme mondial, surtout quand on la voit avancer en clamant qu'elle est prête à remplacer les États-Unis en tant que gardien de la mondialisation libre-échangiste.

Mais dire que la Chine fait partie du capitalisme néolibéral ne donne pas une vue d'ensemble. C'est un État capitaliste distinct et une puissance expansionniste, qui n'est pas disposée à être un partenaire de second ordre des États-Unis. La Chine est donc une composante du néolibéralisme mondial, tout en se distinguant en tant que puissance capitaliste d'État. Cette combinaison particulière signifie qu'elle bénéficie à la fois de l'ordre néolibéral et qu'elle représente un

défi pour lui ainsi que pour l'État américain qui le contrôle.

Le capital occidental est ironiquement responsable de cette situation difficile. Leurs États et capitaux ont compris trop tard le défi de la Chine. Ils ont afflué pour investir dans le secteur privé ou dans des joint-ventures avec les entreprises publiques. Mais ils n'ont pas pleinement compris que l'État chinois est toujours derrière ces sociétés, même celles qui sont apparemment privées. En Chine, une entreprise même véritablement privée doit se plier aux exigences de l'État.

L'État chinois a utilisé cet investissement privé pour développer ses propres capacités, étatique et privée, afin de pouvoir défier les capitaux américains, japonais et européens. Il est donc naïf d'accuser l'État chinois et les capitaux privés de voler la propriété intellectuelle. C'est ce qu'ils avaient prévu de faire depuis le début. Ainsi, les États capitalistes avancés et les entreprises privées ont permis l'émergence de la Chine en tant que puissance impériale montante. De par sa nature particulière - capitaliste d'État - elle est particulièrement agressive et déterminée à rattraper et à contester les puissances qui y ont investi.

Aux États-Unis, il y a de plus en plus un consensus entre les deux grands partis, selon lequel la Chine est une menace pour la puissance impériale américaine. Tant les États-Unis que la Chine font monter leur nationalisme l'un contre l'autre. Comment qua-

lifieriez-vous la rivalité entre les États-Unis et la Chine ?

Il y a quelques années, les commentateurs ont fait valoir qu'il y avait un débat entre deux camps sur la question de savoir s'il fallait engager le débat avec la Chine ou l'affronter. Ils appelaient ça « *panda huggers versus dragon slayers* » (dorloteurs de panda vs tueurs de dragons). Aujourd'hui, les tueurs de dragons sont aux commandes de la diplomatie. Il est vrai qu'il existe un consensus croissant entre démocrates et républicains. Même d'éminents libéraux américains critiquent la Chine de nos jours. Mais beaucoup de ces politiciens libéraux devraient être blâmés pour cette situation. Rappelez-vous qu'après le massacre de Tiananmen en 1989, ce sont des libéraux comme Bill Clinton aux États-Unis et Tony Blair en Grande-Bretagne qui ont pardonné au Parti communiste chinois, rouvert les relations commerciales et encouragé des investissements massifs dans le pays.

Bien sûr, il s'agissait de garnir les comptes des multinationales occidentales, qui ont récolté d'énormes profits en exploitant une main-d'œuvre bon marché dans les ateliers de misère chinois. Mais ils croyaient aussi sincèrement, bien que naïvement, que l'augmentation des investissements amènerait la Chine à accepter les règles d'un État subordonné au sein du capitalisme mondial néolibéral et à se « démocratiser » à l'image de l'Occident. Cette stratégie s'est retournée contre eux et a permis à la Chine de s'imposer comme rivale.

Les deux camps - *panda huggers* et *dragon slayers* - trouvent aussi leurs théoriciens dans le milieu universitaire. Au sein de l'establishment, il y a trois écoles principales de politique étrangère. Et les trois écoles ont leurs propres dorloteurs de pandas et tueurs de dragons, que l'on pourrait aussi appeler optimistes et pessimistes. Au sein du camp optimiste, les différentes écoles défendent leur point de vue. Alors que les internationalistes libéraux pensaient que le commerce démocratiserait la Chine, les réalistes soutenaient que même si la Chine avait ses propres ambitions étatiques pour défier les États-Unis, elle était encore trop faible pour le faire. La troisième école, celle du constructivisme social, pense que les relations internationales sont le résultat d'idées, de valeurs

et d'interactions sociales et, comme les libéraux, s'imaginent que l'engagement économique et social transformera la Chine.

Dans le passé, la majorité de l'establishment américain a plaidé la cause des libéraux optimistes, aveuglés par leur croyance en une transformation démocratique de la Chine par le commerce. La montée en puissance de cette dernière a provoqué une crise de toutes les écoles optimistes, parce que leurs prédictions se sont révélées fausses. La Chine est devenue une puissance montante qui a commencé à rattraper et à défier les États-Unis.

C'est maintenant le camp pessimiste de ces trois écoles qui gagne du terrain. Les libéraux pessimistes pensent que le nationalisme chinois est beaucoup plus fort que l'influence du commerce et des investissements. Les réalistes pessimistes pensent que la Chine se renforce rapidement et qu'elle ne fera jamais de compromis sur Taïwan. Les constructivistes sociaux pessimistes pensent que la Chine est très rigide sur ses propres valeurs et qu'elle refusera de changer.

Mais si l'école pessimiste a aujourd'hui raison, elle souffre aussi d'une faiblesse majeure. Elle suppose que l'hégémonie américaine est juste et justifiée, ignore le fait que les États-Unis sont en fait complices du gouvernement autoritaire chinois et de son régime d'ateliers de misère, et bien sûr n'examine jamais comment la collaboration et la rivalité entre les États-Unis et la Chine se produisent au sein d'un capitalisme mondial profondément contradictoire et instable. Pas plus qu'elle n'examine l'ensemble des rapports de classe mondiaux. Cela ne devrait pas nous surprendre : les pessimistes sont des idéologues de la classe dirigeante américaine et de son impérialisme.

La Chine suit une trajectoire impérialiste. Je suis contre la dictature du Parti communiste, son aspiration à devenir une grande puissance et ses revendications dans la mer de Chine méridionale. Mais je ne pense pas qu'il soit correct de mettre la Chine et les États-Unis sur le même plan. À l'heure actuelle, la Chine est un cas particulier. Il y a deux facettes à son essor. D'une part, ce qui est commun à ces deux pays : les deux sont capitalistes et impérialistes. D'autre part, la Chine est le premier pays impérialiste qui était auparavant un pays semi-colonial.

C'est très différent des États-Unis ou de tout autre pays impérialiste. Nous devons en tenir compte dans notre analyse pour comprendre comment la Chine fonctionne dans le monde.

En ce qui concerne la Chine, toute question a toujours deux niveaux. Le premier, c'est l'autodéfense légitime d'un ancien pays colonial en vertu du droit international. N'oublions pas que, même encore au cours des années 1990, des avions de chasse américains ont violé la frontière sud de la Chine et ont détruit un avion chinois, tuant son pilote. Ce genre d'événements rappelle naturellement au peuple chinois son douloureux passé colonial.

Jusqu'à récemment, la Grande-Bretagne contrôlait Hong Kong, et le capital international y exerce toujours une grande influence. Un exemple de l'influence impérialiste occidentale vient d'être mis au jour. Un rapport a révélé que juste avant que la Grande-Bretagne se retire de Hong Kong, elle a dissous sa police secrète et l'a réaffectée à la Commission indépendante contre la corruption (ICAC). L'ICAC jouit d'une grande popularité à Hong Kong, car elle en fait un endroit moins corrompu. Mais seul le chef du gouvernement de Hong Kong - autrefois choisi à Londres et maintenant à Pékin - nomme le commissaire, alors que le peuple n'a toujours pas d'influence sur lui.

Pékin était très préoccupé par le fait que l'ICAC peut être utilisé pour discipliner l'État chinois et également ses capitaux. Par exemple, en 2005, l'ICAC a poursuivi Liu Jinbao, le chef de la Banque de Chine à Hong Kong. Il semble que Pékin s'efforce de prendre le contrôle de l'ICAC, mais le public est tenu dans l'ignorance. Bien sûr, nous devrions nous réjouir que l'ICAC s'en prenne à des gens comme Liu Jinbao, mais nous devons aussi reconnaître qu'il peut être utilisé par l'impérialisme occidental pour faire avancer son programme. Dans le même temps, l'affirmation du contrôle de Pékin signifiera la consolidation de l'État et des capitalistes nationaux, ce qui ne servira pas les intérêts des masses ouvrières chinoises.

Il y a d'autres vestiges du passé colonial. Les États-Unis maintiennent Taïwan comme un protectorat. Nous devons, bien sûr, nous opposer à la menace d'invasion de Taïwan par la Chine. Mais nous devons défendre

le droit de Taïwan à l'autodétermination, conscients que les États-Unis utilisent ce pays comme un outil pour promouvoir leurs intérêts. C'est l'autre face de l'héritage colonial: elle motive le Parti communiste à se comporter de manière défensive contre l'impérialisme américain.

La Chine est un pays impérialiste émergent, mais avec des faiblesses fondamentales. Le Parti communiste chinois doit surmonter des obstacles fondamentaux avant de pouvoir devenir un pays impérialiste stable et durable. Il est très important de saisir non seulement les points communs entre les États-Unis et la Chine en tant que pays impérialistes, mais aussi les particularités de la seconde.

Pour les socialistes aux États-Unis, la tâche première est de nous opposer à l'impérialisme américain et de construire la solidarité avec les travailleurs chinois. Cela signifie que nous devons nous opposer à l'acharnement contre la Chine, non seulement celui de la droite, mais aussi des libéraux et même du mouvement ouvrier. Mais nous ne devons pas tomber dans le piège «campiste», qui consiste à apporter un soutien politique au régime chinois. Nous devons être aux côtés des travailleurs. Quel est ton sentiment à ce sujet?

Nous devons contrer le mensonge utilisé par la droite américaine selon lequel les travailleurs chinois ont volé les emplois des travailleurs américains. Ce n'est pas vrai. Les gens qui ont vraiment le pouvoir de décider ne sont pas les travailleurs chinois, mais le capital américain, tel Apple, qui choisit de faire assembler ses téléphones en Chine. Les travailleurs chinois n'ont absolument rien à dire de telles décisions. En fait, ce sont des victimes, pas ceux qui pourraient être blâmés pour les pertes d'emplois aux États-Unis.

Et comme je l'ai dit, c'est Clinton, et non les dirigeants ou les travailleurs chinois, qui a été responsable de l'exportation de ces emplois. C'est le gouvernement Clinton qui, après Tiananmen, a travaillé avec le régime meurtrier de la Chine pour permettre aux grandes entreprises américaines d'y investir massivement. Et lorsque des emplois ont été perdus aux États-Unis, ceux apparus en Chine n'étaient en fait pas du tout les mêmes. Les emplois américains perdus dans

l'automobile et l'acier étaient syndiqués et bien rémunérés, mais ceux créés en Chine ne sont rien d'autre que des emplois misérables. Quels que soient leurs conflits actuels, les dirigeants des États-Unis et de la Chine, et non les travailleurs des deux pays, ont mis en place l'actuel ordre mondial néolibéral maudit.

Une chose que nous avons faite ici aux États-Unis, ce fut d'aider à organiser des tournées de travailleurs chinois en grève afin de renforcer la solidarité entre travailleurs américains et chinois. Y a-t-il d'autres idées et initiatives que nous pouvons prendre ? Il y a un réel danger que le nationalisme soit attisé dans les deux pays contre les travailleurs de l'autre pays. Il nous semble important de surmonter cela. Qu'en pensez-vous ?

Il est important que la gauche du reste du monde reconnaisse que le capitalisme chinois a un héritage colonial qui existe encore aujourd'hui. Ainsi, lorsque nous analysons les relations entre la Chine et les États-Unis, nous devons distinguer ces parties légitimes du « patriotisme » de celles, réactionnaires, mises en avant par le Parti. Il y a un élément de patriotisme de bon sens parmi le peuple qui est le résultat du dernier siècle d'intervention impériale du Japon, des puissances européennes et des États-Unis. Cela ne signifie pas que nous nous accommodons à ce patriotisme, mais nous devons le distinguer du nationalisme réactionnaire du Parti communiste, que Xi stimule pour soutenir ses aspirations à la puissance, tout comme les dirigeants états-uniens le font pour cultiver le soutien populaire en faveur de l'objectif de leur régime de contenir la Chine.

Parmi les gens ordinaires, le nationalisme a diminué plutôt qu'augmenté, parce qu'ils méprisent le Parti communiste chinois. Beaucoup ne lui font plus confiance et détestent son régime autocratique. Lors d'un récent sondage qui demandait si les gens soutiendraient la Chine dans une guerre contre les États-Unis, l'un des internautes a répondu ceci : « Oui, je soutiens la guerre de la Chine contre les États-Unis, mais nous soutenons d'abord l'envoi des membres du bureau politique au combat, puis ceux du Comité central et enfin le Parti communiste chinois tout entier. Et après, qu'ils aient gagné ou perdu, nous serons au moins libérés. » Les censeurs,

bien sûr, ont immédiatement supprimé ces commentaires, mais c'est une indication de l'insatisfaction profonde à l'égard du régime.

Cela signifie qu'il y a une base parmi les travailleurs chinois pour construire une solidarité internationale avec les travailleurs américains. Mais cela exige que les travailleurs américains s'opposent à l'impérialisme de leur propre gouvernement, pour gagner la confiance des travailleurs chinois. Les menaces de l'impérialisme américain sont réelles et connues en Chine. Lorsque la marine américaine envoie deux navires de guerre dans le détroit de Taïwan pour provoquer la Chine, la gauche américaine doit s'y opposer. Si le peuple chinois entend cette voix anti-impérialiste de la gauche américaine, il comprendra mieux nos intérêts communs à s'opposer à l'impérialisme américain et chinois.

Au Loon You est hongkongais. Exilé à Londres, il est membre du conseil éditorial du *China Labor Net*, cofondateur du *Globalization Monitor* et auteur entre autres de *La Chine : un capitalisme bureaucratique* (Syllepse, 2013) et de *Hong Kong en révolte* (Syllepse, 2021).

Entretien réalisé par Ashley Smith et paru dans *International Socialist Review*, n° 112, 2019, sous le titre : « China's Rise as a World Power ». Traduit en français par Jan Malewski pour la revue *Inprecor*.



ON EN PARLAIT DÉJÀ HIER

Action

21



Pour une « laïcité nationale »

Otto Bauer

55

Si certaines pouvaient penser que le sentiment d'appartenance à une histoire, une culture, un destin commun, en un mot le sentiment national, allait se dissoudre, il n'en a rien été.

Catalogne, Kurdistan, Tibet, Ukraine, Fédération de Russie, Palestine/Israël, Roms, sans oublier les multiples diasporas... partout dans le monde la question des nationalités, des peuples sans territoire, des territoires avec deux (ou plus) peuples déchire la planète et se pose aux internationalistes.

La pleine réalisation de droits des peuples est la condition nécessaire à l'émancipation de toutes et tous à la disparition des nationalismes régressifs.

Le dépassement du particulier national dans l'universel cosmopolite ne peut se faire dans la négation des traits (réels ou imaginaires, toujours mouvants) qui fondent les différentes collectivités humaines.

Un nouvel espace est à construire où, sous la poussée de la lutte des opprimés, le droit des uns sera une nécessité pour la réalisation de ceux des autres.

Écrit dans les premières années du 20^e siècle, dans un empire austro-hongrois aux prises avec les aspirations des multiples communautés et nationalités, *La question des nationalités* d'Otto Bauer conserve une étonnante actualité, face à des situations contemporaines de plus en plus brûlantes.

Otto Bauer, *La question des nationalités*, Paris, Syllepse, 2017.

Le principe de personnalité absolue cherche à constituer la nation non comme une corporation territoriale, mais uniquement comme une association de personnes. Les corporations nationales régies par le droit public ne seraient des corporations territoriales que dans la mesure où elles ne pourraient naturellement pas étendre leur ressort au-delà des frontières de l'Empire. Mais à l'intérieur de l'État, le pouvoir ne serait pas attribué dans une région aux Allemands, dans une autre aux Tchèques: ce sont les nations, où qu'elles vivent, qui se regrouperaient en une corporation administrant ses affaires nationales en toute indépendance.

Dans la même ville, deux nations ou plus organiseraient très souvent côte à côte leur auto-administration nationale sans se gêner les unes les autres, créeraient leurs établissements nationaux d'éducation - tout comme dans une ville où catholiques, protestants et juifs règlent eux-mêmes côte à côte leurs affaires religieuses en toute indépendance.

Le principe de personnalité suppose que la population soit divisée par nationalités. Mais ce n'est pas à l'État de décider qui doit passer pour allemand ou pour tchèque; c'est plutôt à tout citoyen majeur que devrait être accordé le droit de décider lui-même à quelle nationalité il veut appartenir. À partir d'une libre déclaration de nationalité des citoyens majeurs serait établi un répertoire national qui devrait comporter l'index le plus complet possible des citoyens majeurs de chaque nationalité.

[...] Si nous disposons du registre national, le fondement de l'autonomie nationale est créé. Nous n'avons plus alors qu'à faire de ceux qui appartiennent à une nation, dans la commune, le district ou le canton, le pays de la Couronne et finalement dans l'Empire tout entier, une corporation de droit public ayant la tâche de pourvoir aux besoins culturels de la nation, de faire construire pour elle

écoles, bibliothèques, théâtres, musées, institutions d'éducation populaire; de garantir auprès des autorités une aide juridique à ses conationaux, dans la mesure où ils en ont besoin parce qu'ils ne parlent pas la langue de l'administration et des tribunaux; et à qui l'on accorde à ces fins le droit de se procurer les moyens nécessaires en imposant ses nationaux.

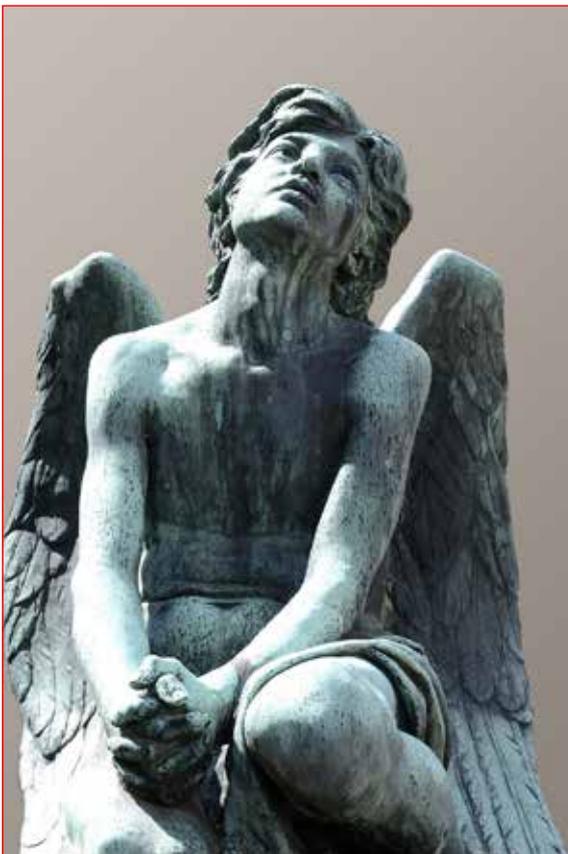
L'autonomie nationale serait ainsi fondée uniquement sur le principe de personnalité

Toute nation pourrait pourvoir à son développement culturel par ses propres moyens; aucune nation ne devrait plus, pour ce faire, lutter pour le pouvoir dans l'État. Le principe de personnalité serait le meilleur moyen de défense nationale: dans la mesure où des minorités nationales peuvent être protégées par des dispositions juridiques, elles le seraient. Inversement, le principe de personnalité exclut toute oppression nationale se fondant sur le droit.

S'il était en vigueur, les nations continueraient bien sûr à exercer leur force d'attraction sur des personnes appartenant à d'autres peuples. Les nations dont le développement

culturel est plus riche continueraient à attirer bien des hommes ambitieux issus de peuples moins développés. Les majorités nationales de chaque région continueraient à absorber une partie des minorités nationales par des mariages, par d'étroits rapports économiques et conviviaux, elles attireraient dans leur communauté de culture une partie toujours plus considérable de la minorité nationale. Mais toutes ces conquêtes nationales ne se produiraient que grâce à la puissance sociale de chacune de ces nations, à la force d'attraction de leur culture et du poids naturel du plus grand organisme, et non en vertu d'un privilège légal. La compétition pacifique remplacerait la conquête violente. Mais si nous imaginons le principe de personnalité intégralement appliqué, les nations organisées sous forme d'associations de personnes totalement extérieures à toute administration étatique, comme c'est le cas pour les communautés de religion («la nation libre dans l'État libre»), ce principe lui aussi ne résout sa tâche qu'imparfaitement. Là-dessus se fonde la méfiance, plus instinctive que réfléchie, qu'opposent aussi beaucoup de partisans théoriques de l'autodétermination nationale au principe de personnalité. On s'en doute bien: l'État garantit aux nations, par son système juridique, le pouvoir dont elles ont besoin; mais qu'est-ce qui protège les nations contre l'État? [...] Nous pouvons apporter une garantie aux nations sans renoncer aux avantages du principe de personnalité si nous remettons entre leurs mains l'administration publique. [...]

[...] Cette constitution projetée par Springer met pour la première fois un terme à la lutte des nations pour le pouvoir puisqu'il donne aussi aux minorités nationales le pouvoir juridique de régler leurs affaires en toute indépendance. Aucune querelle nationale ne paralysera plus la progression des classes. Au conseil du canton mononational, dans les délégations des cantons doubles, seules les classes d'une même nation seront confrontées les unes aux autres. Ce ne sera plus la lutte d'une nation contre une autre: la classe ouvrière pourra y faire valoir ses revendications face à sa propre nation, exiger de sa propre nation d'avoir une part croissante de la culture nationale. Dans le conseil du canton double et dans la représentation populaire de l'ensemble de l'État, les différentes





nations se rencontreront bien; mais ces corps n'auront pas de pouvoir de décisions des affaires nationales, ils ne pourront rien donner et rien prendre aux nations; la population, là aussi, va se diviser en classes et non en nations. Là aussi, le champ est libre pour la lutte des classes.

La double administration des cantons mixtes et les «concurrences» des minorités des zones monolingues garantissent aussi les droits des minorités devant les administrations publiques, ainsi qu'une école nationale. Cette constitution satisfait donc les besoins des ouvriers qui veulent voir leurs droits respectés et souhaitent trouver une école pour leurs enfants, où que puisse se ballotter la nécessité de chercher du travail. Le capitalisme a ravi leur patrie aux ouvriers, mais il ne peut jamais leur ôter leur langue et leurs coutumes. Mais ces mesures satisfont aussi les ouvriers qui trouvent un emploi sur le sol de leur nation; si le droit ne refuse pas école et assistance à l'immigrant étranger, s'il ne jugule pas sa dignité et ne le condamne pas à l'ignorance crasse, les ouvriers n'ont plus à redouter que leurs camarades de classe immigrants ne soient des compresseurs de salaires ou des briseurs de grève, et les ouvriers immigrants seront capables de résister au poison de la haine nationale qui mine les organisations politiques et syndicales communes, et rend les ouvriers incapables de mener au coude à coude la lutte commune contre l'ennemi commun.

Enfin, cette constitution satisfait aussi les besoins idéologiques de la classe ouvrière, qui ne peut supporter que l'ouvrier doive vendre son âme en même temps que sa force de travail, et sacrifier son originalité culturelle au patron, une constitution qui veut que quiconque crée par son travail les conditions de toute culture, acquiert ainsi un droit sur les biens de la culture, un droit sur sa culture, sur les coutumes de sa communauté nationale. Ainsi, l'idée que se fait Springer de la constitution d'un État multinational – qui fonderait l'auto-administration nationale sur une administration démocratique de l'État et garantirait aux minorités nationales leurs droits nationaux par le principe de la personnalité – est la forme la plus parfaite de l'autonomie nationale, seule capable de satisfaire pleinement les besoins culturels de la classe ouvrière. En créant les conditions juridiques et psychologiques d'une lutte de classe commune des travailleurs, ouvriers de toutes les nations, cette constitution sert la politique nationale évolutionniste de la classe ouvrière, elle est un instrument au service de ce grand projet: faire de la culture nationale la propriété du peuple tout entier, faire du peuple tout entier une nation.

